

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**UNITÉ
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2359 - 18 octobre 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Du PS à l'UMP et au FN

**Des partis politiques
qui ne défendent
que les intérêts
patronaux**

Alcatel, Natixis, Gad, Doux...



**Interdire tous
les licenciements**

p. 12-13-15

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Le PCF, Mélenchon et les municipales
- Fil rouge
- p. 5 ■ Réforme des retraites : Hollande - Ayraut dans les pas de Sarkozy-Fillon
- Congrès des sapeurs-pompiers
- Aéroport de Roissy : justice cachée pour les sans-papiers
- p. 6 ■ PSA veut augmenter son capital en faisant payer l'État
- Le mensonge des difficultés financières de PSA
- Procès de l'UIMM
- Faillites d'entreprises : les gros mangent les petits
- p. 7 ■ « réindustrialisation » : course aux subventions publiques
- Crédit impôt compétitivité
- Budget de l'armée
- Roms
- 1983 : la Marche des beurs
- p. 11 ■ Les victimes de l'amiante toujours mobilisés
- Chaffoteaux - Saint-Brieuc
- Nantes : grève du personnel municipal dans les écoles
- Nouveaux rythmes scolaires en Maine-et-Loire
- p. 16 ■ Le Front national : un parti antiouvrier
- De Bocquet à Dupont-Aignan, le poison nationaliste
- Guadeloupe : « Épidémie de crimes »

Dans le monde

- p. 8/9 ■ Des centaines de morts en Méditerranée
- Centrafrique : Hollande prépare une nouvelle guerre
- Prix Nobel de la Paix : nobélisation des grandes puissances
- Russie : pogrome à Moscou
- Portugal : progression électorale du PC
- Quelle perspective face à l'austérité
- p. 10 ■ Afrique du Sud : Hollande, VPR du patronat
- Reconstruction en Irak et groupes capitalistes
- Octobre 1973 : la guerre du kippour

Dans les entreprises

- p. 12 ■ PSA Sochaux
- La poste : une politique qui tue
- Natixis
- Sanofi-Pasteur - Val-de-Reuil
- p. 13 ■ Alcatel-Lucent : Non aux licenciements
- p. 14 ■ RATP-RER ligne B : les réactions des conducteurs
- SNCF Châtillon
- Thales
- p. 15 ■ La colère des travailleurs de l'agroalimentaire
- Michelin - Joué-les-Tours
- Byomnis - Lyon-Gerland

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

Samedi 19 octobre

ANGOULÊME GRENOBLE

à partir de 18 h
Logis de Chantoiseau,
place de Chantoiseau
Saint-Michel

LE MANS

à partir de 16 h 30
Salle Pierre-Guédou,
rue du Pont

à 20 h, allocution de
Nathalie Arthaud, porte-
parole de Lutte Ouvrière

**Dimanche
20 octobre**

DIJON

à partir de 12 h
Espace municipal Jean-
Bouhey, Longvic

à 15 h, allocution de
Nathalie Arthaud, porte-
parole de Lutte Ouvrière

**Samedi
2 novembre**

FOURMIES

à partir de 17 h
Espace Nelson-Mandela
Place Maria-Blondeau

à 19 h, allocution de
Nathalie Arthaud, porte-
parole de Lutte Ouvrière



Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Rejeter les serviteurs politiques de la bourgeoisie, du PS au FN

La victoire du Front national à la cantonale de Briegnots confirme que ce parti est en train de renforcer son influence électorale. Le candidat FN l'a emporté parce qu'une fraction de l'électorat populaire, habituée à voter à gauche, s'est abstenue, mais aussi parce qu'une autre fraction des classes populaires a cru bon de voter pour le Front national afin de rejeter la politique gouvernementale.

Le candidat de gauche, représentant du PCF, a été éliminé au premier tour après avoir perdu plus de la moitié de ses électeurs. Et au second tour, toute honte bue, le PS et le PC ont appelé au « front républicain », c'est-à-dire à voter pour l'UMP. Après avoir désorienté et poussé dans l'abstention de plus en plus de travailleurs, le Parti socialiste est en train de démobiliser jusqu'à son électoral le plus fidèle.

Le gouvernement récolte les fruits de sa politique antiouvrière. Il récolte les fruits de ses capitulations et de sa soumission aux financiers, aux licenciés comme ArcelorMittal, PSA, Alcatel-Lucent, Air France.

Il avait promis de taxer les riches, il a augmenté les impôts pesant sur les classes populaires. Alors qu'il était dans l'opposition, Hollande avait dénoncé la réforme des retraites de Sarkozy, et au pouvoir, il l'aggrave. Eh bien, il le paye, avec la colère et le rejet des travailleurs, des chômeurs, des retraités modestes.

Mais croire qu'il est possible de rejeter la politique antiouvrière du gouvernement et le cirque politicien en votant pour le Front national, c'est se tirer une balle dans le pied.

Que les candidats du FN soient des nouveaux venus au bal des prétendants ne les rend pas moins arrivistes. Que Le Pen n'ait jamais participé à aucun gouvernement n'en fait pas une candidate anti-système. Elle use de ficelles démagogiques grossières, prend la « défense de la veuve et de l'orphelin » – à condition qu'ils soient français –, mais elle ne vise qu'à aller à la mangeoire.

Le FN, s'il parvenait au pouvoir, gouvernerait au profit de la bourgeoisie, comme les Sarkozy et Hollande, comme ce fameux « UMPS » qu'il dénonce, mais il le ferait dans sa variante la plus autoritaire.

Le FN jette en pâture les travailleurs immigrés, qui sont une partie de nous-mêmes. Cela fait de ce parti un ennemi mortel pour les travailleurs.

Ceux, parmi les exploités, qui envisagent de voter pour

le FN en se disant que « c'est juste pour donner un coup de pied dans la fourmilière » se trompent lourdement. Le vote FN pèsera peut-être, mais il pèsera dans le sens contraire aux intérêts des travailleurs.

Le vote FN sera interprété comme une critique du gouvernement sur sa droite, car les votes venant des pauvres se mélangeront avec ceux des pires réactionnaires, des petits patrons antiouvriers, des nostalgiques des colonies, de l'OAS, des racistes.

Voter FN, c'est demander une politique plus dure contre les chômeurs, c'est demander une politique dure contre les syndicats, dure contre les travailleurs qui veulent s'organiser et se défendre. Pour un travailleur, voter FN c'est tendre le fouet pour se faire battre.

Oui, il faut rejeter le gouvernement, mais il faut rejeter sa politique antiouvrière en mettant en avant les intérêts des travailleurs.

Pour faire reculer le gouvernement, il n'y aura pas de miracle, il faudra des luttes massives de la classe ouvrière. Mais quand l'occasion nous est donnée de nous exprimer dans les élections, il faut que les travailleurs l'utilisent pour exprimer une colère consciente contre la bourgeoisie et contre ses serviteurs politiques, toutes obédiences confondues, du PS au FN en passant par la droite et le centre.

Derrière le gouvernement, il y a le grand patronat. Il ne suffit pas d'exprimer sa colère contre les marionnettes, il faut viser aussi ceux qui tirent les ficelles, la bourgeoisie, les financiers, les actionnaires. Il faut viser les licenciés, les exploités, les parasites qui s'engraissent sur le travail de tous.

En plus d'exprimer une colère contre le gouvernement, il faut que les travailleurs affirment leur volonté de se défendre contre les licenciements, contre la démolition de leur pouvoir d'achat, contre l'aggravation de l'exploitation, contre les cadeaux faits au patronat, qui démolissent la Sécurité sociale, les retraites, les services publics.

Contre le système capitaliste qui ne promet que l'exploitation à vie et la régression sociale, les travailleurs doivent affirmer leur conscience d'avoir une lutte à mort à mener contre la bourgeoisie car, comme disait Marx, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Réunions publiques

**« Contre la bourgeoisie
et ses serviteurs politiques,
faire entendre le camp des travailleurs »**



Montargis

Avec Nathalie
ARTHAUD

**Vendredi 25
octobre à 19h30**

Salle de la Sirène,
73 bis, rue de la Sirène

Thionville

Avec Jean-Pierre
MERCIER

**Samedi 26
octobre à 16h**

Salle du Manège
5, rue du Manège

Charleville- Mézières

Avec Jean-Pierre
MERCIER

**Mardi 5 novembre
à 20h30**

Salle Nevers,
place Nevers

Rochefort

Avec Nathalie
ARTHAUD

**Judi 7 novembre
à 20h**

Palais des congrès,
73, rue Tonfaire

Saint- Quentin

Avec Nathalie
ARTHAUD

**Vendredi 8 novembre
à 20h30**

Salle Verdun,
3, bd de Verdun

• Le PCF, Mélenchon et les municipales

Dans une même impasse

La fondation du Front de gauche il y a quatre ans avait consisté à poser la petite tête de Mélenchon sur le grand corps du PCF. L'ex-sénateur socialiste parlait dans les meetings et se présentait à l'élection présidentielle, tandis que les militants communistes remplissaient les salles, collaient les affiches et assuraient la logistique. Depuis lors, l'alliance assure aux deux partis une existence médiatique et quelques résultats électoraux, en se situant à la gauche du Parti socialiste et en expliquant à qui veut l'entendre qu'avec eux une vraie politique de gauche serait possible.

Mais, à l'approche des élections municipales, il semble que la tête et les jambes aient des intérêts immédiats divergents. Le PCF gère de nombreuses municipalités avec le PS et, outre ses six mille conseillers municipaux, il détient de nombreuses places dans les mairies, les intercommunalités et tous les organismes de gestion qui en dépendent. Il ne peut espérer les conserver qu'en bonne entente avec le PS.

Le Parti de gauche, celui de Mélenchon, n'a lui que très peu d'élus dans les territoires et vise l'élection d'après, les européennes, dans lesquelles il ne peut gagner des voix que contre le PS. D'où son intransigeance affichée d'aujourd'hui et son refus de participer à des listes d'union de la gauche au premier tour des municipales.

Sous les longues et filandreuses déclarations de la direction du PCF comme sous les affirmations péremptoires de Mélenchon se cachent

donc à peine des calculs très immédiats.

Les militants du PCF qui se réunissent ces temps-ci pour décider de l'attitude de leur section dans l'élection à

venir sont donc pris entre deux types d'arguments. D'une part, les municipalités de gauche, et particulièrement les élus et maires communistes, seraient une garantie pour les travailleurs, une défense, si peu que ce soit, contre la crise. Et cela justifierait les alliances avec le PS sur le plan local. D'autre part, il est évident que le gouvernement mène une politique contraire aux intérêts des travailleurs et il faudrait donc faire un geste politique pour s'en démarquer, ne serait-ce qu'au premier tour. Mélenchon et les siens affirment que les deux

attitudes sont contradictoires. La direction du PCF prétend au contraire que les deux sont indissociables. Mais le fait est que les deux sont illusoire.

Les municipalités ont un pouvoir très limité pour aider les travailleurs et leurs familles. Elles sont encore plus démunies alors que la crise s'aggrave et que leurs moyens diminuent. Une « bonne » municipalité trouve encore pour l'instant des crédits pour, par exemple, faire rénover son théâtre et proposer des places bon marché à la population. Elle ne peut rien contre les licenciements,

la hausse des prix, le saccage des services publics, la misère grandissante et le désespoir qui en découle.

Quant à la volonté de combattre la politique du gouvernement Ayrault, elle est purement verbale, avec ou sans listes communes aux municipales. Non seulement sur ce plan le passé du PCF et celui de Mélenchon parlent contre eux, mais la « vraie » politique de gauche qu'ils proposent se place dans le cadre du système économique et même sous l'autorité d'un Hollande qu'ils ont contribué à élire.

Parti de gauche comme le PCF cherchent bien à prendre leurs distances d'avec la politique gouvernementale, l'un en refusant l'alliance avec le PS aux municipales, l'autre en mettant plutôt en avant les enjeux locaux de ces élections. Mais l'un comme l'autre, du fait de toute leur politique passée et présente, ne peuvent éviter d'être confondus, dans l'opinion, avec la gauche de gouvernement et d'en subir le discrédit.

Dans cette période de crise, les travailleurs ont plus que jamais besoin de militants, et d'un parti, qui indiquent clairement quels sont leurs intérêts et les objectifs à atteindre. Ce n'est pas du côté de ces deux partis qu'ils les trouveront.

Paul GALOIS



fil rouge

Heureux les pauvres en esprit !

Puisqu'on dit que « charité bien ordonnée commence par soi-même », l'évêque de Limburg, près de Francfort en Allemagne, n'a pas lésiné : la réfection de ses appartements privés a coûté près de 500 000 euros, dont une baignoire à 15 000 euros et une table à 25 000. Ce n'est pas la première fois que cet apôtre est pris la main dans le pot de confiture : il avait défrayé la chronique lors d'un voyage en Inde censé vérifier que l'argent de l'Église était bien employé... en voyageant en première classe et en vérifiant la qualité du champagne et du caviar.

Au moment où le nouveau pape François joue au pape des pauvres, cela la fiche mal.

Boursicoteurs en quête de frissons

Un gestionnaire de patrimoine britannique offre désormais à ses clients un fonds d'investissement en actions dites « horribles ». Il leur propose d'aller à l'encontre de la tendance générale et d'investir dans des entreprises actuellement sous-évaluées, car appartenant à des secteurs jugés peu rentables à court terme : la pharmacie ou la haute technologie par exemple, tributaires des déboires de leurs chercheurs, ou bien encore la grande distribution et l'industrie du divertissement, plombées par le recul du pouvoir d'achat.

Il paraît en effet que, si la plupart des spéculateurs n'aiment pas prendre de risques, certains sont friands des frissons que cela procure. Une drogue en quelque sorte... À

cette différence près que les accros à la coke, LSD et autres, au moins, font surtout mal à eux-mêmes.

Boule de cristal ou marc de café ?

Trois économistes américains ont reçu le prix Nobel 2013 de l'économie pour leurs travaux sur les marchés financiers. Les deux premiers affirment que ceux-ci ont une certaine logique et qu'il suffit de la connaître pour prévoir l'évolution des cours à long terme, le troisième estime que la seule manière de prévoir cette évolution est d'étudier la psychologie des investisseurs, car ceux-ci ne sont pas rationnels !

Aucune de ces trois sommités n'a cependant de formule miracle pour mettre fin au chaos économique actuel. On ne peut pas tout demander

à des prix Nobel.

Panique à la City de Londres

Les traders londoniens ont failli voir disparaître leurs bonus, car un rapport du Parlement du Royaume-Uni envisageait de les supprimer pour les banques ayant reçu des aides de l'État, aides qui se sont chiffrées, là-bas comme ici, en dizaines de milliards d'euros. Le suspense n'a pas duré, la Banque d'Angleterre s'est empressée de rassurer les traders et de leur affirmer qu'on ne toucherait pas à leurs bonus... au nom de la compétitivité de la City, et même des droits de l'Homme !

Faudra-t-il bientôt modifier la déclaration du même nom, et affirmer que les hommes naissent libres et égaux en droit... de s'enrichir aux dépens des autres ?

Copé... coupé !

À l'émission de télévision *Des paroles et des actes* le 10 octobre, Copé, président de l'UMP, pérorait sur le chômage et dénonçait « l'assistant ». Manque de chance, il tombe sur une chômeuse de Mulhouse sachant, elle, de quoi elle parle. Isabelle Maurer, femme de 50 ans qui a élevé ses enfants, est chômeuse depuis des années, enchaînant les petits contrats. Elle parle des usines qui ont fermé, des patrons qui n'embauchent pas, etc. Copé essaye bien de dire qu'il « comprend » et connaît des gens comme elle à Meaux, mais il se fait renvoyer dans les cordes !

Spectacle réjouissant : pour une fois, Copé et les téléspectateurs ont pu voir de la télé-réalité.

• Réforme des retraites

Hollande-Ayrault dans les pas de Sarkozy-Fillon

Les députés PS ont adopté, mardi 15 octobre, le projet de loi gouvernemental sur les retraites. La durée de cotisation pour une retraite à taux plein passera progressivement de 41,5 à 43 annuités, rendant illusoire une retraite à 60 ans ou même à 62 ans.

Les cotisations seront augmentées. La majoration de pension dont bénéficient ceux qui ont élevé trois enfants ou plus, jusqu'ici exonérée, sera désormais soumise à l'impôt. Enfin, la revalorisation annuelle des pensions sera reportée du 1^{er} avril au 1^{er} octobre, un grossier tour de passe-passe pour réduire le pouvoir d'achat des retraités tout en se

défendant de le faire.

Le PS, qui manifestait en 2010 contre la réforme de Sarkozy-Fillon, procède donc à une réforme en tous points semblable, qui va obliger les salariés à travailler plus longtemps pour une pension encore réduite. La prise en compte de la pénibilité, alibi du PS, reste à préciser dans un décret futur. Autant dire qu'elle ne concernera, au mieux,

qu'une minorité de salariés, et de façon très limitée.

Les confédérations syndicales auraient voulu permettre à cette réforme de passer qu'elles ne s'y seraient pas prises autrement. La CFDT l'a tout bonnement soutenue. Quant aux confédérations prétendument opposées, elles ont commencé par participer à la mise en scène de la « concertation gouvernementale », comme si quelque chose de bon pouvait en sortir. Riposter à la dégradation programmée aurait nécessité au contraire un véritable plan de

mobilisation des travailleurs. Or, si une journée de grève et de manifestation a mobilisé plusieurs centaines de milliers de travailleurs le 10 septembre, à l'appel de la CGT, de la FSU, de FO et de Sud, elle n'a eu de suite que le mardi 15 octobre. Après avoir démobilisé leurs militants, les centrales syndicales se sont livrées à un enterrement de première classe.

La CGT, la FSU et Sud ont organisé une mobilisation à minima, en milieu de journée et sans appel à la grève, avec des cortèges symboliques. Et

FO, pour qui le texte comprenait des « avancées », s'est contentée d'un rassemblement place de la Concorde à Paris. Les participants à ces mobilisations ont eu raison de saisir cette occasion d'exprimer leur refus de la politique gouvernementale. Mais beaucoup, parmi les manifestants ou en dehors d'eux, pensaient sans doute que décidément, en refusant d'organiser une véritable riposte, les directions syndicales auront fait la courte échelle au gouvernement.

Michel BONDELET



Des grévistes de l'aéroport de Roissy à la manifestation parisienne contre la réforme des retraites, le 15 octobre 2013.

• Centre de rétention du Mesnil-Amelot

Justice cachée pour les sans-papiers

Une annexe du tribunal de grande instance de Meaux, en Seine-et-Marne, vient d'être ouverte dans l'enceinte du centre de rétention des étrangers en situation irrégulière du Mesnil-Amelot, au bord des pistes de Roissy. Une première audience y a été tenue lundi 14 octobre, et des organisations de défense des sans-papiers, et plus généralement des droits de l'homme, ont manifesté leur opposition à ce qu'elles appellent à juste titre une « justice d'exception ».

Le fait que ce tribunal se trouve dans la même enceinte que le centre de rétention, ainsi qu'une caserne de CRS, remet en cause le principe d'indépendance de la justice, dénoncent les avocats. En outre, ils n'ont pas pu s'entretenir confidentiellement avec les sans-papiers, ceux-ci ayant été placés collectivement en cellule alors que, le défaut de titre de séjour n'étant pas un délit, ils auraient dû pouvoir circuler librement dans le centre. À cela s'ajoute

l'éloignement de ce tribunal, qui met à mal le principe selon lequel les procès sont publics. Pour se rendre au centre du Mesnil-Amelot, il faut d'abord prendre le RER jusqu'à l'aéroport de Roissy, ensuite un bus et finir à pied, l'aller-retour coûtant 24 euros, ce qui accumule les difficultés pour les proches des retenus.

Un autre tribunal, dépendant celui-ci de Bobigny, doit s'ouvrir en décembre dans la Zone d'attente pour personnes en instance (ZAPI)

de Roissy, cerclée de barbelés, où les étrangers en situation irrégulière sont maintenus dès leur descente d'avion.

Les défenseurs des sans-papiers craignent par conséquent que cette justice « cachée » n'ait pour objectif « d'expulser les sans-papiers sans qu'ils aient vu le juge », ce qui, selon la Cimade, est le cas pour 25 % d'entre eux. Quant à la ministre de la Justice, Christine Taubira, elle a juste fait part de ses réticences face à la délocalisation des tribunaux et s'est limitée à rappeler que la décision avait été prise par la majorité précédente. Cela revient à accepter l'existence de ces tribunaux d'exception réservés de fait aux étrangers sans papiers.

Marianne LAMIRAL

• Congrès des pompiers

Au feu !

À l'occasion de leur 120^e congrès national tenu du 10 au 12 octobre à Chambéry, les sapeurs-pompiers ont fait le point sur les problèmes de leur profession. Ils ont dénoncé la fermeture des casernes, la baisse du nombre des sapeurs-pompiers volontaires et l'augmentation de leur charge de travail.

En cinq ans, 571 casernes ont fermé sur les 7 300 du pays et une trentaine fermeront d'ici la fin de l'année. Le nombre des sapeurs-pompiers volontaires – qui représentent près de 80 % des 248 000 pompiers – est en baisse régulière (6 000 de moins entre 2007 et 2012). Enfin, moins nombreux, les pompiers ont plus à faire, alors qu'ils assurent déjà plus de quatre millions d'interventions par an, soit une toutes les 7,4 secondes. Et ce nombre est en augmentation, ne serait-ce que parce que les services d'urgence médicaux sont débordés.

Hollande, venu samedi 12 octobre à la fermeture du congrès, a apporté le soutien habituel de tous les gouvernants aux pompiers, « un exemple pour la jeunesse de notre pays », a-t-il dit. Il a annoncé un plan national, un de plus, pour enrayer la chute du nombre des pompiers volontaires. Mais sa politique d'austérité est directement responsable de la situation dénoncée au congrès. Rappelons que les pompiers de tous les départements, sauf Paris et les villes de la petite couronne, dépendent des services

départementaux d'incendie et de secours (SDIS) financés à 56 % par les conseils généraux et à 44 % par les communes ou les communautés de communes. Or les budgets sociaux de ceux-ci ont vu leurs attributions s'élargir au fur et à mesure que l'État se désengageait de certaines dépenses, comme le RSA par exemple pour les conseils généraux. Mais la compensation financière n'a pas suivi et les SDIS doivent donc faire autant ou plus avec moins d'argent.

Devant l'aggravation de leurs conditions de travail, les pompiers ont mené des luttes contre les fermetures de casernes, pour faire reconnaître le caractère dangereux de leur travail, ce qu'ils ont obtenu finalement en 2004, et aussi pour le droit à une retraite à taux plein à 55 ans. Pour le moment le gouvernement leur répond qu'ils peuvent la prendre, au titre de « profession dangereuse et insalubre », à condition d'avoir effectué vingt-cinq ans de service, dont quinze en qualité de sapeur-pompier. Mais, avec l'allongement de la durée de cotisation jusqu'à 43 ans qui vient d'être votée, ils partageraient avec une retraite réduite.

Quand il s'agit de faire payer la population, le gouvernement prend dans toutes les poches et coupe dans tous les budgets. Il n'épargne pas plus les services de secours et d'incendie que les autres services publics. Les discours hypocrites des ministres rendant hommage aux pompiers morts au feu ne peuvent cacher cette réalité.

Cédric DUVAL

PSA veut augmenter son capital en faisant payer l'État

Depuis plusieurs jours, la possibilité que le groupe chinois Dongfeng entre au capital de PSA pour 1,5 milliard d'euros et en devienne ainsi l'actionnaire majoritaire est évoquée. Cette hypothèse a engendré de nombreuses réactions contre le passage d'un groupe dit « français » sous contrôle chinois.

En fait, cette politique d'alliance avec Dongfeng n'est vraiment pas nouvelle. Depuis 1992, PSA est allié à ce groupe chinois, ce qui lui permet de produire des véhicules dans trois usines en Chine.

Les périodes de crise favorisent les regroupements, les fusions, les rachats entre groupes capitalistes, car la concurrence exacerbée entraîne une plus grande concentration du capital. C'est ce processus qui a déjà poussé à la fusion de Peugeot et de Citroën, puis à celle de Renault avec Nissan. Le développement économique ayant

changé d'échelle, ces fusions ou autres alliances se font à une échelle plus internationale. Un groupe comme PSA n'est ni français, ni suisse, ni chinois, il est capitaliste. Ce qui signifie qu'il est en permanence à la recherche de profits nouveaux sans considération nationale.

Les réactions nationalistes sont stupides, mais aussi nuisibles, car elles renforcent la campagne visant à faire croire que, pour améliorer leur sort, les travailleurs devraient se sacrifier pour la bonne santé des entreprises dites françaises. Mais que l'accord financier

soit conclu ou pas avec Dongfeng ou General Motors ou encore d'autres, comme cela se prépare peut-être dans le secret des conseils d'administration, la politique de PSA ne changera pas. Elle qui vise par exemple, en ce moment, à faire baisser les salaires, à imposer la mobilité forcée et les samedis gratuits pour accroître les profits des actionnaires.

Et malgré cela, certains font des appels à l'État français pour qu'il entre dans le capital de PSA afin, en quelque sorte, de peser face au péril chinois!

PSA, qui supprime 11 200 emplois et s'apprête à



Dans l'usine d'Aulnay, fin 2012.

fermer l'usine d'Aulnay-sous-Bois, pourrait ainsi se voir offrir la bagatelle de 1,5 milliard d'euros, au nom de la défense de l'industrie française.

Les travailleurs qui ont fait grève pendant quatre mois n'ont trouvé aucun soutien du côté du pouvoir pour imposer

le maintien des emplois ou de meilleures indemnités de départ. Mais quand il s'agit d'abreuver gratuitement des capitalistes riches, aucun ministre ne se permettrait de hurler à la nécessité de faire des économies!

Marion AJAR

Le mensonge des difficultés financières de PSA

Pour expliquer l'alliance possible avec Dongfeng, la presse patronale présente PSA comme « *acculé financièrement* », selon les termes du quotidien *Les Échos*. Le groupe aurait besoin de « *renflouer ses caisses largement mises à mal* » d'après *L'Expansion*. Et tous de reprendre les affirmations du PDG Varin sur les cinq milliards de pertes en 2012. Mais ces chiffres, sans aucune valeur, résultaient d'une opération comptable consistant à déprécier volontairement les actifs : bâtiments, usines, machines. Le directeur financier lui-même expliquait que ces pertes étaient « *réversibles, c'est-à-dire que, si les perspectives économiques venaient à s'améliorer, nous passerions une écriture comptable inverse* ».

Et surtout personne ne sait à combien s'élève réellement la fortune privée de la famille Peugeot. Certes, le magazine *Challenges* affirmait l'an passé qu'elle avait diminué de moitié, mais cela ne l'empêchait pas de se situer à la 36^e place des fortunes professionnelles en France.

Et en revanche on sait d'où cela vient. En 2004, PSA comptait 87 000 travailleurs dans ses usines en France. En 2011, il n'en restait plus que 67 000. Dans le même temps, la production de véhicules, y compris en France, n'a cessé d'augmenter. Cela signifie que chaque travailleur a rapporté bien plus de profits aux actionnaires. Ces profits ont été empochés, ils ont servi à enrichir ces actionnaires, en premier lieu la famille Peugeot, sans que

personne ne sache où ils ont été placés, à quoi ils ont été utilisés.

Il n'y a donc aucune raison de prendre pour argent comptant les dires des patrons. Il y a même toutes les raisons de ne pas les croire. Ils ont besoin du secret des affaires pour cacher leurs profits et asséner ainsi des mensonges sur l'état de leurs entreprises. La levée du secret des affaires et l'ouverture des livres de comptes permettraient aux travailleurs non seulement de dénoncer ces mensonges, mais même de voir où va l'argent, combien de profits sont réalisés sur leur dos, et combien d'emplois pourraient être créés en imposant de prendre sur ces profits et en répartissant le travail entre tous.

M. A.

• Faillites d'entreprises

Les gros mangent les petits

Le nombre de défaillances d'entreprises au cours du troisième trimestre 2013 est le plus élevé depuis vingt ans, selon le cabinet Altares. Leur nombre a bondi de 7,5% cet été, comparé à l'été 2012. Ce qui tend à contredire les propos officiels sur la « reprise » économique qui serait déjà là.

Bien sûr, 70% des faillites de cet été sont celles de minuscules

entités ne comptant pas plus de deux salariés. Mais ce ne sont pas elles qui ont vu leur taux de faillite (+ 6,4%) augmenter le plus, comparé à l'été dernier. En revanche, les entreprises employant de trois à 49 salariés ont vu ce taux augmenter de 10% et celles comptant de 50 à 199 employés ont vu le leur bondir de 27%. Par contre les moyennes et grandes entreprises, comptant

plus de 200 salariés, n'ont pas connu particulièrement de problèmes cet été.

Car ce sont les plus gros requins capitalistes qui sont les mieux armés pour résister à la crise, en exploitant les travailleurs bien sûr, mais aussi en avalant les petites entreprises et leurs parts de marché. Ainsi va le capitalisme.

Lucien DÉTROIT

• Procès de l'UIMM

Des délinquants en costume trois pièces

Le procès des détournements de fonds des caisses de l'UIMM est entré dans sa deuxième semaine. Comparaient dans le box des accusés des messieurs peu habitués à répondre de leurs actes devant la justice, et surtout pour abus de confiance, travail dissimulé et destruction de documents.

Ces anciens dirigeants du puissant syndicat patronal de la métallurgie doivent justifier de la disparition de 17 millions d'euros, retirés en petites coupures pendant des années et dont il ne reste aucune trace comptable.

Le procès aurait pu ne jamais avoir lieu car l'UIMM, leur employeur, étrangement, n'a pas porté plainte. C'est la cellule du ministère des Finances chargée du blanchiment d'argent qui a mis les juges sur la piste. L'instruction a mis à jour l'existence d'une caisse patronale antigreve, créée dans les années 1970, dont les avoirs se montaient déjà à 600 millions d'euros en 2006. Dans leur travail d'enquête les juges ont découvert une vaste opération de « noircissement d'argent » : on savait d'où provenaient les fonds, mais on ne savait pas où ils allaient. Les prévenus ont prétendu au départ ne rien savoir, et n'avoir

rien vu. Mais la comptable de l'UIMM a raconté aux juges comment elle se rendait tous les vendredis dans le bureau de son patron et, quand celui-ci le lui demandait, elle allait retirer jusqu'à 200 000 euros en liquide, qu'elle lui remettait ensuite.

L'ex-patron de l'UIMM, Gautier-Sauvagnac, a fini par céder quelques bribes d'informations. Il désigne aujourd'hui comme bénéficiaires des distributions d'enveloppes les syndicats ouvriers, accusation que ceux-ci dénoncent. Mais il avait plutôt évoqué dans un premier temps des « compléments de revenus » et surtout des sommes destinées à « fluidifier les relations sociales », parlant d'associations, d'intellectuels, de médias et d'hommes politiques.

Le procès ne fait que lever un coin du voile. Avec de l'argent, le patronat n'a pas de difficultés à trouver tout un petit monde pour lui rendre de menus services, parfois à la limite de la légalité, pour relayer sa bonne parole, mais aussi pour organiser des coups tordus, mettre en place des milices à sa solde, des syndicats maison ou payer des casseurs de grève.

Gilles BOTI

• Derrière la « réindustrialisation » de Montebourg

La course aux subventions publiques

Lundi 7 octobre, le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a réuni à Bercy une brochette de patrons et de cadres de grandes entreprises pour annoncer en grande pompe le lancement de la « course contre la montre » du made in France.

Le PDG de Renault Carlos Ghosn, celui de Veolia Antoine Frérot, ou celui de la société de services informatiques Atos Thierry Breton, ainsi que les représentants de PSA, Airbus, Saint-Gobain,

Alcatel-Lucent, Gemalto et quelques autres ont été à cette occasion consacrés « chefs de pilote » des « 34 plans de réindustrialisation de la France ».

Il faut une sacrée dose de cynisme pour présenter

comme des « hérauts de la réindustrialisation » ces patrons qui n'ont fait que supprimer des milliers d'emplois sans discontinuer ces dernières années. Le groupe PSA, qui est en train de fermer l'usine d'Aulnay en région parisienne, ou Alcatel-Lucent, qui vient d'annoncer une saignée dans ses effectifs, mériteraient plutôt le titre de champions du licenciement!

Cette sinistre farce sert en

fait à justifier les habituelles aides publiques au patronat, car l'État a annoncé vouloir consacrer jusqu'à 3,7 milliards au financement de ces plans. Et il y a fort à parier que, conviés par Montebourg à se dépêcher de lui présenter une « feuille de route », ces dirigeants patronaux sauront ne pas perdre de temps. La course aux subventions, ils connaissent bien.

Marc RÉMY

• Crédit impôt compétitivité

Vingt milliards pour les patrons, des broutilles pour l'emploi

Il y a un peu moins d'un an était mis en place le dispositif CICE (Crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi), à la suite du rapport Gallois, accordant vingt milliards par an de crédit d'impôt au patronat. Le comité de suivi du CICE vient de publier un rapport sur son efficacité.

Le moins qu'on puisse dire c'est que, en dehors des patrons pour lesquels c'est tout bénéfique, la collectivité n'y gagne pas grand-chose.

Tout d'abord, ce crédit d'impôt qui devait favoriser les entreprises exportatrices va en fait à toutes, y compris

celles du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration et les services administratifs. C'est l'ensemble du patronat qui empoche, avec pratiquement aucun résultat pour l'emploi. Certes, le dispositif n'est pas encore entré en application à 100 %

mais, selon Ayrault, « cela a permis de créer 15 000 emplois ». En fait, il ne s'agit que d'une vague estimation.

Mais il est intéressant de comparer les deux chiffres. Avec 20 milliards par an, on pourrait assurer les salaires mensuels net de 1 500 euros, en y ajoutant les cotisations sociales (82 % du salaire net), à... 640 000 personnes.

Bien entendu, lorsque l'on crée des emplois, il n'y

a pas que le poste des salaires, il y a les machines, les bâtiments, etc. Mais ces équipements existent déjà largement dans les entreprises dont il est question.

Le résultat est assez clair : pour les patrons, c'est 20 milliards de gagnés et tout au plus une pincée d'emplois... dont ils auraient sans doute eu besoin de toute façon.

André VICTOR

• Roms

Le péril pauvre menace le XVI^e

Ian Brossat, élu communiste à Paris, a décidé de déposer un vœu proposant la création d'un village d'insertion pour les Roms dans le XVI^e arrondissement, un grand arrondissement aéré, à la population moins dense que les communes de Seine-Saint-Denis.

« Pourquoi pas ? », a dit Ayrault, pas mécontent de jouer les esprits larges, contrairement à son ministre de l'Intérieur, ni de jeter des pierres dans le jardin du maire UMP du XVI^e, Claude Goasguen.

Surtout quand il s'agit d'une proposition symbolique... et

pas près de se réaliser.

Goasguen n'a pas récidivé dans sa dénonciation récente de la « vague de délinquance aux dimensions effarantes, venue d'Europe de l'Est ».

Il s'est contenté de trouver la déclaration de Ian Brossat aussi « farfelue » que celle d'un

adjoint PS qui voulait « mettre des HLM au milieu de l'avenue Hoche ».

C'est vrai, ça. Vouloir obliger les riches à faire preuve de solidarité, autant demander du lait à un bouc.

Sylvie MARÉCHAL

• Budget de l'armée

Parfait pour les industriels

Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a précisé son budget pour 2014. Il s'élève à 31,4 milliards d'euros, comme en 2013. Il a en effet été « sanctuarisé » et ne diminuera pas dans les cinq prochaines années, alors que l'heure est à la réduction pour de nombreux autres ministères.

Mais cette stabilité globale recouvre en fait des économies en personnel et des dépenses supplémentaires en matériel. Sept mille postes seront encore supprimés, le ministre a annoncé la fermeture ou le déplacement de plusieurs régiments, l'État contribuant à l'augmentation du chômage dans les localités concernées par ces décisions. Par contre, les dépenses de matériel augmenteront de 500 millions d'euros. Par exemple, la livraison et le paiement de onze avions Rafale se feront, pour le plus grand profit de Dassault.

Cette armée n'assure aucunement la défense du pays, que d'ailleurs personne ne menace. Son rôle se limite à intervenir pour protéger les intérêts des multinationales françaises, comme elle le fait actuellement au Mali.

Le souci du gouvernement est de maintenir « l'efficacité » de l'armée. Cela signifie entre autres assurer des commandes aux industriels de l'armement, payées par les contribuables.

Jean POLLUS

• 1983, la Marche des beurs

30 ans après, la situation n'est pas meilleure

Le 3 décembre 1983, des dizaines de milliers de personnes défilaient à Paris pour accompagner l'arrivée de la Marche des beurs. Sept semaines plus tôt étaient parties de Marseille une quarantaine de personnes, jeunes immigrés et militants d'associations, voulant dénoncer les inégalités et le racisme dont beaucoup de jeunes immigrés des quartiers populaires étaient victimes au quotidien.

Leurs pères étaient souvent venus pendant la période de croissance des années 1950-1960, se retrouvant dans les mines, les usines de la chimie ou sur les chaînes de l'automobile. Ils avaient quitté depuis peu les bidonvilles pour se retrouver dans les grandes

cités HLM des banlieues. Le racisme dont ils étaient victimes quotidiennement de la part des petits chefs et des Dupont-la-joie bien français, leurs fils ne le supportaient plus. Contre des formations professionnelles au rabais, contre les difficultés déjà à

trouver du travail, contre les contrôles policiers au faciès répétés et souvent violents, les jeunes immigrés des cités voulaient se faire entendre. Après des affrontements avec la police à l'été 1983 dans des cités de la banlieue lyonnaise, comme les Minguettes à Vénissieux, l'idée d'une marche pour l'égalité et contre le racisme était née.

Commencée dans l'indifférence à Marseille le 15 octobre, elle allait recevoir un soutien massif à son arrivée à Paris. Le président d'alors,

Mitterrand, sentit tout le profit politique qu'il pourrait tirer en les recevant, au moment où la crise s'aggravait, et où son gouvernement apparaissait de plus en plus impuissant.

La marche eut au moins le mérite à l'époque de mettre sur le devant de la scène les problèmes auxquels étaient confrontés ces jeunes travailleurs issus de l'immigration. Mais, depuis, la crise économique n'a fait que ravager encore plus les quartiers populaires, rendant toujours plus difficile la vie dans les cités

HLM, concentrés de chômage et de misère. Pour les jeunes travailleurs, encore plus pour ceux issus de l'immigration, l'emploi est devenu toujours plus rare et systématiquement précaire.

La promesse de la gauche gouvernementale de donner le droit de vote aux étrangers a été sans cesse repoussée. Le combat contre les discriminations, pour l'égalité des droits, continue donc. Mais c'est toute l'organisation sociale qui doit être mise en accusation.

Gilles BOTI

• Des centaines de morts en Méditerranée

La politique meurtrière des dirigeants européens

Le 3 octobre, une embarcation transportant 250 migrants a chaviré au large de l'île de Malte, faisant plus de 30 morts. Le même jour, douze naufragés ont péri au large d'Alexandrie en Égypte. Le directeur du Haut commissariat aux réfugiés s'est dit choqué de voir que « des Syriens, après avoir échappé aux bombes et aux balles, puissent périr en mer, alors qu'ils auraient pu demander l'asile en Europe ». Le 9 octobre, le président de la Commission européenne Barroso s'est rendu dans l'île de Lampedusa pour exprimer son émotion... accueilli à juste titre par des huées. Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, lui, a réclamé « des mesures qui traitent les causes profondes » de ces naufrages.

Mais de qui se moquent-ils ? Comme s'ils ignoraient les choix des gouvernements et de l'Union européenne en la matière depuis près de vingt ans ! Dès 1997, l'Union, alors

Communauté européenne, a décidé la limitation des déplacements au sein de la zone Schengen pour les demandeurs du droit d'asile et restreint leur accès à l'emploi, ainsi que le

regroupement familial. Au conseil de Séville en 2002, la lutte contre l'immigration clandestine a été déclarée priorité absolue et l'aide au développement de plusieurs pays pauvres conditionnée à leur engagement à contenir les migrations. En 2004, un fichier unique de données, notamment d'empreintes digitales des migrants, a été institué au niveau européen. L'agence Frontex a été créée et chargée de surveiller les frontières européennes. Depuis lors, des accords de coopération ont été signés avec de nombreux États, du Maroc au Pakistan en passant par la Turquie, la Russie, l'Albanie, etc. L'Algérie a même

promulgué une loi sanctionnant le « délit d'émigration illégale ». En 2008 encore, une directive européenne dite « Retour » facilita les procédures de renvoi des étrangers dans leur pays d'origine et aggrava les conditions de la détention provisoire avant reconduite à la frontière. Et tout cela sans compter les politiques nationales des différents États européens contre les immigrés.

Aujourd'hui encore, l'Union européenne n'envisage rien d'autre qu'un renforcement des moyens de Frontex pour surveiller ses frontières. Elle vient de voter la mise en œuvre du plan Eurosur, qui mettra à sa disposition de nouveaux drones, radars,

satellites, caméras... Des dizaines de millions d'euros sont ainsi consacrés à combattre quelques dizaines de milliers de pauvres fuyant la misère et la violence des dictatures et des guerres.

Et pendant ce temps, le nombre des migrants laissant leur vie en Méditerranée ne cesse d'augmenter. Les représentants des grandes puissances peuvent bien verser des larmes de crocodile sur les victimes, faire semblant d'être indignés par le business des passeurs : plus les gouvernements européens verrouillent leurs frontières, plus ils mettent les migrants à leur merci.

Pierre MERLET

• Centrafrique

Hollande prépare une nouvelle guerre

François Hollande a fait adopter par l'ONU une résolution ouvrant la voie à une intervention militaire en Centrafrique. Il s'y activait depuis plusieurs mois, car si la France a perdu le contrôle de cette ancienne colonie mise à sac par des bandes armées, le gouvernement n'a jamais renoncé à la ramener sous sa coupe. Les soldats français n'ont pas quitté la capitale, Bangui, et plus précisément son aéroport, par où des renforts peuvent arriver à tout moment.

Lorsque le président Bozizé avait été renversé en mars 2013 par les rebelles de la Séléka, une coalition hétéroclite d'anciens chefs militaires, de politiciens déçus et de seigneurs de la guerre, François Hollande avait déclaré que la France n'interviendrait pas. C'est pourtant avec l'aide de l'armée française que Bozizé avait accédé au pouvoir dix ans plus tôt et s'y était maintenu face à plusieurs rébellions. Mais, devant son incapacité à contrôler quoi que ce soit dans le pays, le gouvernement français avait fini par le lâcher, comme avait été lâché avant lui son prédécesseur Ange Patassé.

François Hollande avait alors misé sur des négociations menées à Libreville, au Gabon, sous l'égide du dictateur congolais Denis Sassou Nguesso, grand ami de l'impérialisme français. Elles avaient abouti à la constitution d'un gouvernement de coalition entre Bozizé, la Séléka et l'opposition civile. Le leader de celle-ci, Nicolas Tiangaye, était nommé Premier ministre, Bozizé pouvait rester président jusqu'en 2016, et la Séléka avait des ministres. Par ce compromis, le gouvernement français espérait continuer à soumettre la Centrafrique à son influence en s'appuyant sur des politiciens

comme Tiangaye, et aussi sur les troupes de ses alliés africains, le Tchad ou le Congo, présentes sur place. Mais, deux mois après ce compromis, la Séléka rompait le cessez-le-feu et s'empara de Bangui, portant à la présidence son chef, Michel Djotodia. L'armée française, engagée dans l'intervention militaire au Mali, n'intervenait pas.

Depuis, les populations de Centrafrique, qui étaient déjà soumise aux pillages et aux rackets sous Bozizé, ont vu s'abattre sur elles une nuée de prédateurs. Les soldats de la Séléka se sont dispersés en une multitude de bandes de pillards n'obéissant à personne, arrachant aux cultivateurs et aux éleveurs leurs maigres biens, violant et tuant dans les villages où ils pénétraient. Des groupes armés venus des pays voisins prélèvent aussi leur part de butin. Les affrontements entre chrétiens et musulmans, s'accroissant de soutenir l'une ou l'autre de ces bandes armées, sont devenus monnaie courante.

C'est en disant vouloir mettre fin à cette situation dramatique que le gouvernement français pousse aujourd'hui à une intervention militaire. Celle-ci serait dans un premier temps l'affaire de troupes africaines, sans doute



L'armée française surveille l'aéroport de Bangui, en octobre 2013.

sous couvert de l'ONU, selon un scénario semblable à celui prévu initialement pour le Mali, avant que l'offensive des djihadistes sur Bamako oblige l'armée française à intervenir directement. Le gouvernement français préfère évidemment que ce soient des Africains qui se fassent tuer pour défendre ses intérêts sur le continent. Mais, si cela ne suffisait pas, l'armée française serait prête à intervenir, et le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a dès maintenant annoncé que ses effectifs à Bangui allaient être augmentés.

L'intervention qui se prépare n'a pourtant rien à voir avec la défense des populations de Centrafrique. Les habitants de ce pays ont pu mesurer depuis plus d'un siècle tout l'intérêt que l'impérialisme français leur portait, du pillage éhonté du

temps des colonies au soutien des dictateurs sanglants qui, l'un après l'autre, ont amené le

pays à l'état catastrophique où il se trouve aujourd'hui.

Daniel MESCLA

• Prix Nobel de la paix

Les grandes puissances se nobélisent

Le prix Nobel de la paix vient d'être décerné à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui compte des centaines de techniciens chargés de détruire les armes chimiques dans tous les pays du monde.

L'OIAC est une organisation internationale composée de représentants des États ayant ratifié la convention sur l'interdiction des armes chimiques, parmi lesquels

dominent les plus grandes puissances, comme les États-Unis. En 2002, le gouvernement américain a d'ailleurs fait limoger le directeur de cet organisme, qui affirmait qu'il n'y avait plus en Irak d'armes de destruction massive et faisait ainsi obstacle à leur volonté d'invasion du pays.

Quelle que soit l'importance du travail technique réalisé par l'OIAC, il est

• Russie

Pogrome à Moscou

C'est dans un quartier excentré du sud de Moscou, Birioulevo, une banlieue dortoir appauvrie comme il en existe beaucoup dans les grandes agglomérations de Russie, qu'un pogrome a eu lieu le 13 octobre.

Un homme, russe, y ayant été poignardé, la rumeur a désigné un suspect caucasien. La foule, regroupant près d'un millier de personnes, parmi lesquelles des nationalistes, se mit à saccager un entrepôt de fruits, tenu par des Caucasiens, où travaille le présumé meurtrier. Au passage, des émeutiers ont tabassé les présents au visage pas assez slave à leur goût.

En Russie, chaque jour, des hommes tuent ou sont tués à coups de couteau sous l'emprise de l'alcool. De tels crimes se produisant toutes les trois heures, jamais la presse n'en fait état tant c'est devenu banal. Et puis, cela reflète trop la misère sociale et morale qui frappe les classes populaires de Russie pour l'étaler au grand jour.

Mais, aux mêmes causes les mêmes effets, d'autres pogromes anti-caucasiens ont déjà embrasé des villes de province, telle Kondopoga en 2006, voire le centre de Moscou. À chaque fois, les autorités laissent faire les émeutiers. Et quand la police procède à des arrestations, elle s'en

prend d'abord aux victimes, des migrants souvent en situation irrégulière.

Les autorités ont aussi l'habitude de nier le caractère raciste de ces émeutes de pauvres s'attaquant à plus pauvres qu'eux. Ainsi, ce directeur du Bureau fédéral russe des migrations qui a déclaré : « Dans le crime de Birioulevo, ni la citoyenneté, ni les nationalistes n'ont joué un rôle, et il n'y avait pas matière à cela. »

Bref : circulez, il n'y a rien à voir. Pourtant, ce que l'on voit, ce sont les groupes d'extrême droite qui paradedent dans les rues, les stades, sur Internet, répandant la haine raciale. Ils forment des organisations officielles de lutte contre l'immigration – et peu leur importe qu'elle soit le fait de gens venus d'autres États de l'ex-URSS ou de régions de Russie à la population majoritairement non-slave. Ils menacent ces « étrangers » de la « colère russe », attaquent des foyers de migrants employés aux besognes les plus dures et les plus mal payées, dans le bâtiment, la voierie, sur les marchés.



Des ultranationalistes hurlent contre les immigrés.

Jamais, ou presque, ces criminels ne sont poursuivis. Et pour cause ! Le pouvoir et l'Église orthodoxe associent souvent ces groupes à leurs manifestations patriotiques ou campagnes contre la « propagande homosexuelle ». Et puis, outre les liens étroits des services de police avec l'extrême droite, celle-ci ne peut que profiter de la débauche de discours patriotards et de dénonciations à tout propos de la « main de l'étranger » à laquelle se livre le Kremlin depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir en 2000.

Les dirigeants russes savent

quelle haine la population nourrit contre ceux qu'elle voit comme des profiteurs de son malheur, des nantis, des voleurs protégés par la police. Les propriétaires du centre de stockage de fruits de Birioulevo ont de grosses voitures, ni plus ni moins que tous les parvenus du pays ; la police prélève sa dime pour couvrir leurs trafics ; mais, comme ils ont une origine caucasienne, la police peut laisser vandaliser leur entrepôt, après avoir indiqué que le présumé meurtrier y travaillait !

Pour le Kremlin, si la « colère populaire » doit éclater – c'est

ce qu'évoque « pogrome » en russe – autant l'écartier des possédants et des privilégiés en lui désignant des boucs émissaires. Le tsarisme procédait déjà de la sorte quand sa police organisait des pogromes meurtriers contre les populations juives au début du 20^e siècle.

Poutine, grand admirateur du passé tsariste, soûle la population de discours patriotiques, dans l'espoir que le poison xénophobe et chauvin lui fera oublier que c'est au pouvoir, et sous son aile, que se trouvent ses oppresseurs et ses exploités.

Pierre LAFFITTE

• Portugal

Progression électorale du PC

Quelle perspective face à l'austérité ?

Un des faits notables des élections municipales du 29 septembre au Portugal (voir *Lutte Ouvrière* du 4 octobre) est la progression des voix rassemblées par le PC portugais.

Il a été le seul parti à progresser par rapport à 2009, non seulement en nombre de mairies dirigées mais aussi en nombre

de voix, et cela malgré 47,4 % d'abstentions. Avec 553 000 voix, soit 11,06 %, et 34 mairies, il fait mieux qu'en 2009 (540 000 voix,

9,75 %, 28 mairies), et retrouve à peu près ses résultats de 2005.

Ces voix sont bien celles du PC, même si comme d'habitude il ne se présentait pas sous son nom, mais dans une alliance avec le Parti vert : la CDU (Alliance démocratique unitaire). En fait ce Parti vert n'a pas d'existence en dehors de la CDU.

La progression du PC s'est vérifiée dans l'ensemble du pays, y compris dans toute la moitié nord, où il ne dirige aucune municipalité et est peu implanté. Il gagne 3 % à Lisbonne, progresse de 3 % dans le district de Porto, la seconde ville du pays, et de 2 % à Coimbra. De même en Algarve, dans l'extrême sud, il gagne la mairie de Silves à la faveur d'une triangulaire avec la droite et le PS et progresse de presque 5 % à Faro, la capitale régionale.

Sur la rive droite du Tage, côté nord, le PC gagne la mairie de Peniche et surtout récupère l'importante municipalité de Loures, en banlieue nord de

Lisbonne, qu'il avait dirigée dans le passé.

C'est sur la rive gauche du Tage, côté sud, que se situent les zones d'implantation fortes et anciennes du PC. Dans la population ouvrière entre Lisbonne et Setubal, et dans l'Alentejo des grandes exploitations rurales, parmi les ouvriers agricoles, le PC conserve la direction de la majorité des municipalités, malgré une abstention qui dépasse souvent 60 %. Il obtient la majorité absolue à Setubal et Almada.

En Alentejo, il gagne sur le PS les deux capitales, Evora et Beja, ainsi qu'une dizaine d'autres mairies. À la faveur d'une division du PS local, il récupère même la mairie de Grandola, symbole de la révolution des Œillets de 1974 grâce à la chanson *Grandola vila morena*.

Le PC bénéficie visiblement du fait qu'il n'a aucune responsabilité dans la politique d'austérité qu'ont menée successivement le PS puis la droite, mais aussi de

ce qu'il peut s'appuyer sur une implantation ancienne et solide dans la classe ouvrière urbaine et rurale. Le Bloc de gauche, classé à l'extrême gauche et qui dispose de huit députés au Parlement, s'est lui aussi opposé à l'austérité mais, faute d'implantation solide, il est passé de 3 à 2,4 % des voix, perdant la seule mairie qu'il dirigeait et échouant à faire élire un conseiller à l'exécutif de Lisbonne.

Cette relative victoire du PC témoigne de l'opposition populaire à l'austérité. Mais sa politique nationaliste, antieuropéenne et centrée sur les élections, n'en offre pas pour autant à la classe ouvrière une véritable perspective, à l'heure où il se serait impérial de lui proposer un véritable plan de lutte contre une politique ouvertement menée en faveur des intérêts de la bourgeoisie.

Vincent GELAS

• Afrique du Sud

Hollande, VRP du patronat

Lors de sa visite d'État en Afrique du Sud, lundi 14 octobre, Hollande ne voyageait pas léger, avec huit ministres et une vingtaine de chefs d'entreprise dans ses bagages. Car derrière les échanges diplomatiques et les assurances d'amitié et de « partenariat équilibré » qui ont émaillé les discours de Hollande et de Jacob Zuma, le président d'Afrique du Sud, ce déplacement était, comme tous ceux du même genre, avant tout un voyage d'affaires.

Le grand gagnant de cette foire commerciale est Alstom, avec la confirmation d'un contrat de plus de 4 milliards d'euros pour fournir 3 600 wagons. GDF Suez empoche plus « modestement » 1,5 milliard d'euros pour la construction d'une centrale thermique et d'une centrale solaire.

Hollande a mis en avant le « bel exemple de partenariat » qu'offrait le contrat d'Alstom. L'entreprise s'engage à créer

8 000 emplois en Afrique du Sud et à employer « 69 % de pièces made in South Africa ».

Il est pourtant difficile de se fier aux promesses du trust Alstom, qui a procédé ces dix dernières années à des milliers de suppressions d'emplois dans le monde. Tout cela en continuant à être arrosé d'argent public, non seulement grâce aux commandes d'État qui le font vivre, mais aussi grâce à des millions d'euros de dégrèvements fiscaux. En 2011 par exemple, ce cadeau fiscal représentait 66 millions d'euros contre la promesse de maintenir l'activité et les emplois... au moment même où Alstom annonçait 100 licenciements de plus sur le site de Belfort.

Autant dire que la seule chose certaine dans ce « beau partenariat », ce sont les milliards qu'Alstom empochera aux dépens des classes populaires d'Afrique du Sud.

Nadia CANTALE

• Reconstruction en Irak

Après les destructions, le service après-vente des groupes capitalistes

Dans la capitale irakienne s'est ouverte la Foire économique de Bagdad, un des moments clés dans le processus d'attribution à des entreprises étrangères des marchés d'un pays ravagé mais riche de son pétrole.

L'intervention militaire américaine et alliée de 2003 s'est traduite par 100 000 morts irakiens et d'innombrables destructions, auxquelles se sont ajoutées, depuis, les destructions dues à la guerre civile et aux nombreux attentats. Aujourd'hui, si les entreprises américaines ont une bonne longueur d'avance pour prendre des marchés, les concurrents comptent tout faire pour participer à la curée.

Du côté français, le ruban inaugural a été coupé par Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, qui a expliqué que, « avec 500 milliards d'euros d'investissements prévus, il s'agit du plus

grand marché solvable de reconstruction au monde » et qu'elle compte bien aider les vingt-deux entreprises françaises présentes à récupérer la plus grande part possible du gâteau. Parmi elles on trouve Total, qui manœuvre pour se voir octroyer une part de la hausse programmée de la production de pétrole dans les années à venir. Parmi les autres entreprises françaises apparaît Alstom, qui a signé le contrat de construction d'une ligne TGV reliant Bagdad à Bassorah pour six milliards d'euros et qui compte s'adjuger celui du métro aérien de Bagdad. Lafarge a obtenu la reconstruction du stade de football

de Nassiriya ainsi que l'ouverture de plusieurs cimenteries. Enfin, Orange veut ouvrir son réseau de téléphonie en Irak.

L'Irak illustre à sa façon un des mécanismes du marché. Dans un premier temps, des entreprises d'armement profitent de cette entreprise de mort et de destruction qu'est la guerre pour vendre du matériel militaire, puis d'autres entreprises viennent à leur tour faire des affaires avec la reconstruction de ce que les armes vendues par leurs confrères ont détruit. Dans cette histoire, le sort des populations ne pèse pas lourd. Mais dans cette tragédie, capitalistes et personnel politique français trouvent naturellement leur place.

Stéphane FORT

Il y a 40 ans

• Octobre 1973

La guerre du Kippour

Le 6 octobre 1973, jour de la fête juive du Yom Kippour, les armées égyptiennes et syriennes attaquent Israël, déclenchant ainsi le quatrième conflit israélo-arabe. Ces pays tentaient ainsi d'effacer la défaite subie lors de la guerre des Six jours en 1967 et de reprendre une partie des territoires alors perdus.

Malgré la défaite finale des armées arabes, le conflit allait permettre à l'Égypte, quelques années plus tard, de récupérer une partie de ces territoires dans le cadre d'une paix signée sous l'égide de l'impérialisme américain. Mais cet accord ne changea rien à la situation des Palestiniens qui vivaient sous le joug d'Israël dans les territoires occupés ou qui s'entassaient dans les camps de réfugiés des pays voisins.

Une guerre en germe dans les conflits précédents

La guerre qui commença ce jour-là était la conséquence de celle de 1967. Israël s'était alors emparé de vastes territoires. Le Sinaï et la rive orientale du canal de Suez, désormais fermé à la navigation, étaient occupés par son armée. Le plateau du Golan avait été arraché à la Syrie. La partie orientale de Jérusalem et la bande de Gaza étaient annexées. Un nouveau flot de réfugiés palestiniens était venu grossir la population des camps

où croupissaient les réfugiés palestiniens depuis 1948.

Les dirigeants égyptiens et syriens n'envisageaient pas de libérer les territoires palestiniens occupés. Ils pensaient pouvoir obliger les grandes puissances, et notamment les USA, à faire pression sur Israël pour l'obliger à rétrocéder une partie des territoires perdus en

1967. C'était leur seul objectif, même s'ils ne furent pas avares de discours mettant en avant les droits du peuple palestinien à se libérer d'Israël.

Les trois premiers jours furent un succès pour les armées arabes. Les troupes égyptiennes franchirent le canal de Suez, les blindés syriens progressèrent dans le Golan, et un vent de panique souffla dans l'état-major et le gouvernement israéliens. Mais ensuite, les grandes puissances et l'ONU n'ayant pas imposé le cessez-le-feu sur lequel comptaient

les dirigeants arabes, l'armée israélienne prit l'offensive. Les USA avaient choisi de mettre tout leur poids du côté de leurs alliés israéliens et monté un pont aérien pour les ravitailler en armements afin de compenser les pertes des premiers jours. L'URSS, alliée des pays arabes, en fit autant de son côté, mais cela ne suffit pas à enrayer l'avance israélienne. Ce fut seulement lorsque l'armée israélienne eut à son tour traversé le canal de Suez, encerclant les troupes égyptiennes, que l'ONU imposa un cessez-le-feu le 22 octobre.

eux étaient venus renforcer les troupes égyptiennes et syriennes. En Israël au contraire, le gouvernement travailliste fut mis en accusation pour le désastre des premiers jours et cela marqua une étape vers la transmission du pouvoir à la droite quelques années plus tard.

Mais pour la population des territoires occupés par Israël, pour les Palestiniens de Gaza ou de Cisjordanie, rien ne changea. Lorsque la paix permettant à l'Égypte de récupérer le Sinaï fut signée cinq ans plus tard avec Israël, ce fut sous l'égide du président américain Jimmy Carter et dans le dos des Palestiniens. L'alliance avec les USA, la renonciation à affronter l'État d'Israël furent alors le prix payé par le président égyptien Anouar Al-Sadate pour obtenir le rétablissement de sa souveraineté sur les territoires égyptiens perdus en 1967.

Quant à libérer les Palestiniens de l'oppression de l'État israélien, de toute façon, tel n'était pas l'objectif des dirigeants arabes.

À quarante ans de la guerre du Kippour, les Palestiniens subissent plus que jamais l'occupation israélienne.

Daniel MESCLA



L'armée égyptienne a mis en place un pont pour franchir le canal du Suez.

Pour les Palestiniens, toujours la même oppression

Malgré la défaite finale, cette guerre apporta un certain prestige aux dirigeants arabes qui l'avaient menée. Pour la première fois, leurs troupes avaient imposé des reculs à l'armée israélienne. Les pays arabes avaient été solidaires, des contingents de chacun d'entre

Les victimes de l'amiante toujours mobilisées

Samedi 12 octobre, plusieurs milliers de personnes venues de toutes les régions du pays ont répondu à l'appel à manifester de l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva).

Car si l'utilisation de l'amiante est interdite en France depuis 1997, ce minéral résistant à la chaleur et au feu dont l'inhalation des fibres provoque 3 000 morts par an par cancer, est toujours présent dans un grand nombre de bâtiments et de chantiers.

Bien que la nocivité de l'amiante soit connue depuis plus d'un siècle, les patrons de l'industrie et du bâtiment ont continué à l'utiliser. Les multiples procès à l'initiative de l'Andeva traînent

en longueur, malgré les assurances récentes de la ministre de la Justice d'aller vers un procès pénal de l'amiante.

Comme le rappelait un responsable de l'Andeva au cours d'une prise de parole : « Les deux seules fois où des mesures ont été prises, en 1977 et 1996, ce n'est pas du tout à l'initiative des pouvoirs publics. C'est simplement sous la pression d'associations et sous la pression des médias. C'est complètement aberrant, mais c'est comme ça ».

Et il en est toujours de même. D'où l'importance du combat des victimes et de leurs associations.

Serge VIARD



• Chaffoteaux – Saint-Brieuc

Pour avoir exposé ses salariés à l'amiante

Le patron condamné une nouvelle fois

Lors de son rendu de jugement du 9 octobre, le tribunal des Prud'hommes a condamné une nouvelle fois Chaffoteaux, l'entreprise fabriquant des chaudières à gaz et appartenant au groupe Merloni, à verser une indemnité de 8 000 euros à 54 des 55 salariés qui avaient fait valoir un « préjudice d'anxiété » après avoir été exposés à l'amiante. Le 55^e a obtenu 4 000 euros en tant qu'« administratif ».

Depuis 2011, c'est la troisième fois que les patrons de Chaffoteaux sont condamnés pour avoir mis en danger la vie de centaines de salariés travaillant aux usines du Légué, puis de Ploufragan, entre les années

cinquante et le 1^{er} janvier 1997, date à laquelle l'utilisation de l'amiante a été interdite dans le pays. Pourtant, après 1997, de l'amiante était toujours présente dans des ateliers de production, notamment dans

plusieurs fours de cuisson.

Pendant des dizaines d'années, des centaines de travailleurs ont manipulé des tresses d'amiante, des joints, ou ont été exposés aux poussières sans protection particulière, mais également sans information sur les risques encourus.

Aujourd'hui, plusieurs salariés sont touchés par les maladies de l'amiante. Les cas les plus graves veulent faire reconnaître auprès du tribunal de la Sécurité sociale la responsabilité de l'entreprise et

faire condamner Chaffoteaux au titre de la faute inexcusable de l'employeur. Parallèlement, d'autres ex-salariés ont saisi les Prud'hommes pour faire reconnaître l'anxiété qui existe à l'approche des examens médicaux et consultations chez les pneumologues, dans la crainte de découvrir la maladie à ces occasions.

C'est ainsi que 165 ex-salariés de Chaffoteaux ont déjà eu gain de cause dans trois procédures engagées entre 2011 et 2013. Près de 300 autres

demandes seront examinées courant 2014. Bien sûr, il ne s'agit pas forcément de jugements définitifs car les patrons peuvent toujours faire appel, et jusqu'à présent, ils ne se sont pas gênés.

Mais pour les travailleurs qui ont été licenciés en 2009 et qui sont restés mobilisés et solidaires pour faire valoir leurs droits, obtenir une nouvelle condamnation du groupe Merloni est plus qu'une satisfaction morale.

Correspondant LO

• Nantes

Pour contester la réforme des rythmes scolaires

grève du personnel municipal dans les écoles

Nantes, la ville de Jean-Marc Ayrault, ne pouvait pas ne pas être en pointe pour l'application de la réforme des rythmes scolaires dans les écoles. Seulement, voilà, quelques semaines après la rentrée c'est la grogne qui s'installe et de la grogne, on est passé à la grève pour protester contre les conditions de travail qui s'aggravent pour le personnel municipal impliqué.

Le mouvement de grève touche particulièrement les Atsem (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles), le personnel dont les conditions de travail se sont le plus dégradées. Leur travail devient plus complexe, il faut toujours entretenir les locaux, le matériel, mais en plus encadrer les enfants jusqu'à 16h 30, puis les emmener dans plusieurs lieux de l'école pour les activités péri-scolaires.

La grève touche aussi le personnel de Nantes action périscolaire, c'est-à-dire des

animateurs chargés de mettre en place les activités dites « d'éveil » et qui protestent contre le manque d'effectifs, de moyens et des conditions de travail intenable. On leur demande par exemple de remédier à l'absence d'Atsem non prévues et non remplacées, de prévoir des animations mais sans temps de préparation, ni moyens matériels et humains,

car en fait ils ne sont pas assez nombreux.

Commencé jeudi 10 octobre, le mouvement commence à prendre de l'ampleur avec 85 cantines fermées sur 114 écoles le lundi suivant et des rassemblements devant la mairie, sur le temps de midi, qui regroupent jusqu'à 200 personnes, des Atsem, des agents de restauration, des concierges,

des animateurs péri-scolaires et également quelques professeurs des écoles malmenés aussi par cette réforme.

Mardi 15 octobre, jour de mobilisation sur les retraites, 150 manifestants grévistes partis de la mairie ont rejoint en cortège le rassemblement prévu à la préfecture.

Pour l'instant, la seule réponse des élus c'est de dire que

cette réforme se fait au fur et à mesure et en substance, qu'il est urgent d'attendre... Devant ce mépris affiché, la grève a été reconduite avec une nouvelle manifestation prévue le 17 octobre devant la mairie et un appel à généraliser le mouvement sur les autres villes du département avec les enseignants et les parents.

Correspondant LO

• Nouveaux rythmes scolaires en Maine-et-Loire

Une réforme qui creuse les inégalités

Depuis la rentrée, les 64 écoles publiques de la ville d'Angers ainsi que quelques communes limitrophes ont adopté la semaine de 4,5 jours, et trois jours à peine après la reprise des cours, le maire PS Frédéric Béatse se félicitait dans les colonnes du journal municipal d'une rentrée réussie ! Pourtant, quelques semaines après le lancement de l'opération, il est difficile de parler de réussite.

Certaines communes

rurales, comme Soulaire-et-Bourg et Saint-Barthélemy-d'Anjou, ont décidé de rendre payantes les activités périscolaires. Le montant avoisine les 100 euros, ce qui exclut de fait les familles de milieu populaire. D'autres ne proposent que des activités gratuites mais peu attrayantes, faute de moyens financiers. Comment pourrait-il en être autrement quand l'État se désengage, laissant aux communes la charge de la mise en place concrète de

la réforme ?

Angers dispose certes de plus d'infrastructures que ces communes rurales. Mais là aussi, tous les enfants ne sont pas logés à la même enseigne. Quand on s'éloigne du centre ville, la réalité est moins rose.

À l'école Jean-Jacques-Rousseau, dans le quartier de La Roseraie, le taux d'encadrement diminue, avec parfois un animateur pour 18 dans une école construite sur plusieurs étages et qui ne dispose pas des

locaux adéquats. Les activités ont lieu pour l'essentiel... dans la cour, où elles se réduisent parfois à des jeux de ballon. Les écoles de ce quartier doivent « mutualiser » les animateurs qui courent ainsi d'une école à l'autre ! Quand on ajoute à cela le bas niveau de leur salaire, on n'est pas surpris d'apprendre que 30 des 130 animateurs embauchés par la ville ont déjà démissionné.

Correspondant LO

• PSA Sochaux

Des centaines d'ouvriers débrayent à nouveau

Le 11 octobre, la direction du groupe PSA clôturait les discussions avec les syndicats sur le plan d'attaques contre les salaires et les conditions d'existence qu'elle appelle « contrat social ».

À Sochaux, la direction organisait des réunions d'informations d'une demi-heure dans les équipes et recueillait auprès de la hiérarchie les éventuelles questions et réactions des ouvriers, qui d'ailleurs, engageaient de vives discussions. Ce même 11 octobre, à Sochaux, la CGT appelait à des arrêts de travail le matin et

l'après-midi, sans la CFDT qui, contrairement au 3 octobre, ne s'y joignait pas cette fois-ci.

500 ouvriers sur les deux équipes, un peu moins que le 3 octobre, ont à nouveau arrêté le travail malgré la présence du staff de la direction de l'atelier des presses aux réunions d'informations, et malgré des propos de chefs qui clamaient, par exemple : « *J'ai un disque dur dans la tête qui note le nom de ceux qui font grève* », etc. Dans bien des cas l'effet était tout l'inverse de celui escompté par leurs auteurs.

Réunis en assemblée, les grévistes votaient même en faveur

d'un nouvel arrêt de travail, signaient et prenaient une motion à faire signer autour d'eux pour dire non au « contrat social » et affirmer qu'aucun syndicat ne devait signer le plan du patron contre leur avis. Les ouvriers défilaient ensuite en cortège dans les allées de l'atelier du montage en scandant

avec tonus : « *Le gel des salaires, on n'en veut pas* », « *Les samedis gratuits, on reste au lit* », « *La mobilité forcée, on n'en veut pas* »... Ils ont même fait plusieurs haltes pour discuter chaleureusement avec ceux qui avaient hésité, ou, pour rire des chefs qui les suivent, les « suivantes », qui n'avaient, entre

autres, pas mis de chaussures de sécurité.

Enfin, après avoir décidé de discuter autour d'eux pour se renforcer en essayant de convaincre les hésitants, les grévistes joignaient l'utile à l'agréable en sortant de l'usine plus tôt que d'habitude.

Correspondant LO

• La Poste

Une politique qui tue

Une postière travaillant à la plate-forme industrielle de courrier de Villeneuve-la-Garenne, dans les Hauts-de-Seine, s'est donné la mort le 28 septembre. Son mari a décidé de porter plainte contre le directeur du centre, mais aussi contre l'ancien PDG de La Poste Jean-Paul Bailly et contre le nouveau Philippe Wahl.

Cette postière avait été forcée de quitter son emploi au centre de tri et de distribution de Colombes en 2012 pour être reclassée à Villeneuve-la-Garenne. Là, elle avait été placée dans un poste isolé et bruyant. Elle avait alerté le Comité d'hygiène et sécurité, mais sans succès. La direction, comme souvent, n'avait rien fait.

La plate-forme de La Garenne est un de ces nouveaux

centres de tri très mécanisés que La Poste ouvre pour traiter le courrier. Elle en profite pour réduire le personnel. Ouverte en 2011, cette plate-forme de 400 personnes traite le courrier des anciens centres d'Issy-les-Moulineaux et de Nanterre, qui employaient à eux deux 850 postiers. Au passage, la direction de La Poste en profite pour aggraver les conditions de travail et imposer des horaires plus contraignants. En dix ans, une quarantaine de plates-formes industrielles ont ainsi remplacé environ 90 centres de tri, permettant la suppression de près de 10 000 emplois. Ces fermetures continuent aujourd'hui de plus belle. La disparition d'une quinzaine de plates-formes est d'ores et déjà annoncée d'ici 2015. Il en va de même dans tous les secteurs de La Poste, et notamment chez les facteurs où,

réorganisation après réorganisation, les effectifs de chaque bureau diminuent.

L'objectif de toutes ces suppressions d'emplois est d'augmenter les bénéfices de La Poste devenue une société anonyme. Dans l'immédiat cela rapporte des dividendes toujours plus élevés à l'État qui en est le seul actionnaire. À terme, quand les profits seront devenus suffisants, le temps sera venu d'introduire les actionnaires privés. Les conditions de travail imposées pour atteindre ce but, qui ont déjà acculé au suicide plusieurs postiers, suscitent régulièrement des grèves et des réactions du personnel dans les centres de tri et les bureaux de poste touchés. Il est plus que jamais nécessaire de mettre un coup d'arrêt à cette politique.

Daniel MESCLA

• Sanofi-Pasteur – Val-de-Reuil (Eure)

Santé des profits, précarité pour les travailleurs

Mercredi 9 octobre, le tribunal des Prud'hommes de Louviers a décidé de requalifier en contrat à durée indéterminée (CDI) les contrats de trois salariées de l'entreprise pharmaceutique Sanofi-Pasteur située à Val-de-Reuil. De plus, 2 500 euros de dommages et intérêts leur seront versés et elles bénéficieront de leur ancienneté. Au regard des précédents, il y a de quoi !

Ainsi, une de ces travailleuses avait accumulé près de 50 missions depuis 2007... Et ce sous le motif d'« accroissement

temporaire d'activité » alors qu'elle effectuait toujours le même travail sur le même poste ! Une autre salariée n'a, quant à elle, jamais travaillé dans le secteur indiqué sur son contrat. Avec toute la morgue qui caractérise le patronat, la direction a répondu qu'elle n'avait aucune contrainte et pouvait faire effectuer une tâche différente à cette travailleuse. Selon la CGT, il y aurait en tout plus de 500 CDD et intérimaires, soit un quart des effectifs, sur le site de Val-de-Reuil. Ce syndicat a annoncé

qu'il déposerait prochainement d'autres plaintes au tribunal.

En 2012, le géant Sanofi a réalisé plus de 8 milliards d'euros de profits. Ce record a reposé sur l'exploitation forcenée de travailleurs que les capitalistes de ce groupe voudraient taillables et corvéables à souhait, y compris en s'asseyant sur les lois. À Val-de-Reuil, la ténacité de ces travailleuses a fini par payer. Un succès qui en appelle d'autres !

Correspondant LO

• Natixis

Actionnaires choyés et emplois sacrifiés



La banque Natixis s'apprête à supprimer 700 emplois, voire jusqu'à un millier, d'ici 2015. C'est-à-dire au moins 5 % des effectifs.

Or cette filiale des Banques populaires et de la Caisse d'Épargne a versé régulièrement des dividendes à ses actionnaires. Cette année ils ont eu non

n'hésitant pas à licencier les syndicalistes.

Être un patron de combat, c'est ça, « l'audace créatrice » selon Hollande ?

L.D.

• Versements de retraite suspendus

Décision arbitraire de la CNAV

Sous prétexte d'une suspicion de fraude sur une seule personne, la CNAV, la Caisse d'assurance vieillesse, a suspendu depuis le mois de juin, sans prévenir les intéressés, les pensions de 70 retraités maghrébins. Hébergés au foyer ADOMA d'Asnières, dans les Hauts-de-Seine, ces retraités en colère devant cette décision odieuse sont venus protester devant l'agence CNAV de la

ville le 3 octobre, occupant les locaux pendant quelques heures.

Après avoir refusé dans un premier temps de traiter collectivement ces dossiers, puis avoir fait appel à la police, la directrice de l'agence a promis de remettre en paiement les retraites.

Elle ne s'est même pas excusée.

Correspondant LO

• Alcatel-Lucent

Non aux licenciements !

Mardi 15 octobre, près de 2 000 travailleurs d'Alcatel-Lucent ont manifesté à Paris pour dénoncer le plan que veut imposer la direction et qui prévoit 15 000 suppressions de postes au plan mondial. En France, 900 emplois devraient être supprimés directement et 900 autres seraient concernés par des cessations d'activité et des fermetures d'établissements, contraignant les salariés à changer d'employeur ou à être mutés vers un autre site. C'est évidemment la colère et beaucoup d'amertume contre le plan de suppressions de postes qui dominait dans la manifestation.

Gouvernement complice

Les annonces de la direction d'Alcatel ont amené le gouvernement à quelques commentaires bien significatifs de sa politique. Ainsi, Montebourg a demandé à la direction du groupe de « réduire » son plan, mais pas de l'annuler. Il a insisté sur « son côté excessif, par le tribut qu'il fait payer à la France dans la restructuration mondiale du groupe ». Autrement dit, Montebourg souhaite qu'il y ait moins de licenciements en France et davantage à l'étranger. En mettant en avant cette sorte de préférence nationale, Montebourg et les siens déroulent un tapis rouge aux idées réactionnaires, qui ont pour fonction d'ignorer les responsabilités patronales et d'opposer les travailleurs les uns aux autres.

Quant à Ayrault, il a semblé menacer la direction d'Alcatel en déclarant que, sans accord majoritaire, le gouvernement ne validerait pas le plan. Il faisait référence aux nouvelles dispositions de la loi de « sécurisation de

l'emploi », selon lesquelles un plan de licenciements doit, soit faire l'objet d'un accord entre une direction et les organisations syndicales majoritaires, soit être validé par l'Inspection du travail. Mais Ayrault ignore visiblement le contenu de sa propre loi, ou alors il ment délibérément, car la seule chose que l'Inspection du travail aurait à valider c'est le respect des formes légales du plan, et pas son bien-fondé.

Et c'est là que le bât blesse, puisque personne ne semble vouloir mettre en doute les affirmations de la direction Alcatel sur la situation financière du groupe, ni le gouvernement ni même certaines organisations syndicales. Le gouvernement serait même prêt à aider financièrement Alcatel, à en croire le président du Comité stratégique de la filière numérique, qui a déclaré : « S'il faut changer la fiscalité

pour sauver les télécoms en France, on le fera. »

Les syndicats dans la logique patronale

Tout en dénonçant les conséquences sociales du plan, les syndicats prennent pour argent comptant les arguments de la direction. C'est le cas en particulier de la CFDT, majoritaire dans l'entreprise, qui affirme être « consciente de la gravité de la situation financière du groupe et la déplore ». Quant à la CFE-CGC, elle « comprend la logique économique du groupe visant à se recentrer sur ses produits et ses activités les plus rentables, dans un contexte de grandes difficultés ». Même la CGT, qui a tenu à s'associer à une déclaration commune, dit ne pas vouloir nier « les difficultés du groupe ».

Avec de tels opposants et de

tels arguments, la direction a peu de choses à craindre, d'autant que cette complaisance envers les prétendues difficultés patronales s'accompagne d'un positionnement nationaliste, similaire à celui d'un Montebourg, qui désigne les travailleurs d'autres pays comme étant des concurrents et non pas des alliés contre la direction qui licencie.

Concernant les difficultés financières, les salariés ont toutes les raisons de ne pas croire sur parole la direction d'une multinationale dont le chiffre d'affaires annuel atteint les 14,5 milliards, qui compte parmi ses actionnaires un des trois premiers fonds de pension au monde, la Caisse des dépôts et plusieurs banques et dont la valeur de l'action a plus que doublé ces derniers mois. Comme dans toutes les grandes entreprises, la gestion financière d'Alcatel est opaque; une

opacité qui permet bien des manipulations, dont sont toujours victimes les salariés.

Et c'est toujours le même positionnement, à la traîne de la direction, qu'adopte la CFDT quand elle aborde la question de la concurrence. Ce syndicat n'hésite pas à écrire : « C'est précisément maintenant qu'un industriel des télécommunications doit se renforcer en Europe, faute de quoi les concurrents américains ou chinois prendront les places laissées vides. » C'est mot pour mot ce que dit le PDG d'Alcatel, ce que dit le gouvernement et ce que disent tous ceux qui justifient les suppressions de postes. Et c'est précisément ce que ne doivent pas dire les travailleurs, qui ont plutôt à rechercher une unité avec leurs collègues d'autres pays, y compris aux États-Unis, y compris en Chine, où est implanté Alcatel.

De tels dirigeants syndicaux ne font rien pour renforcer la conscience des travailleurs et leur moral, et les préparer aux luttes d'envergure sans lesquelles rien ne pourra changer. Ils se préparent, comme lors des plans précédents, à des discussions stériles avec les ministres, les sous-ministres, les sous-chefs de cabinet, afin que soit redressée la « filière télécom », des bavardages où les intérêts des travailleurs ne seront même pas mentionnés. Mais il n'est pas dit que le plan de la direction, le sixième depuis 2006, ne soit pas celui de trop, celui qui fera s'exprimer une colère trop longtemps contenue.

Correspondant LO



À Ormes (Loiret)

120 salariés d'Alcatel-Lucent Ormes ont bloqué leur entreprise toute la journée du jeudi 10 octobre, pour protester contre le plan de suppressions de postes et la condamnation à terme du site d'Ormes, qui compte encore 280 salariés.

Selon les projets de la direction, 80 réparateurs seraient envoyés vers d'hypothétiques repreneurs. Les travailleurs dénoncent ce type de manœuvres dont Alcatel est coutumier et qui se sont toujours soldées par des licenciements à plus ou moins longue échéance. Pour ne citer qu'un exemple, sur les 700 salariés d'Alcatel « vendus » en même temps que l'usine de Brest au groupe Jabil en 2002, il ne reste aujourd'hui que

160 travailleurs.

Pour les autres salariés d'Ormes, la possibilité d'être mutés sur le site de Villarceaux en région parisienne leur a été présentée comme une chance. Est-ce une chance de voir sa vie de famille bouleversée et d'avoir à passer sa vie sur la route ?

Encouragés de s'être retrouvés à 120 en grève, les travailleurs sont venus à la manifestation de Paris le 15 octobre, jour où le nouveau patron devait être entendu à l'Assemblée nationale. Mais les salariés n'attendent rien du gouvernement, toujours prompt à satisfaire le patronat, ni d'une Assemblée qui vote docilement les lois qui s'en prennent aux travailleurs.

Correspondant LO

À Orvault (Loire-Atlantique)

Après l'annonce d'un nouveau plan de licenciements, les 493 salariés d'Alcatel-Lucent Orvault, près de Nantes, manifestent leur inquiétude de voir, plan après plan, leur usine disparaître.

En 2006, il y avait encore 620 salariés sur le site d'Orvault. Depuis, les effectifs ont été fortement réduits, pour en arriver au dernier coup de massue, avec 200 transferts

de postes à Lannion ou en région parisienne, et le reste du personnel cédé à d'éventuels repreneurs.

Personne ne croit plus à une hypothétique reprise du site avec des acteurs locaux, et encore moins aux discours hypocrites du Premier ministre Ayrault, qui avait condamné les licenciements de 2007... quand il était dans l'opposition.

Pour l'instant, l'heure est plus à l'amertume qu'à la colère. Mais, comme l'exprimaient les manifestants venus à 250 d'Orvault à Nantes devant la préfecture le 10 octobre, il n'est pas dit qu'il en soit toujours ainsi. Beaucoup sont conscients qu'il va falloir hausser le ton et passer à l'offensive pour sauver leur emploi menacé.

Correspondant LO

À Eu (Seine-Maritime)

Mardi 8 octobre à 10 heures, lors d'une assemblée générale, les travailleurs d'Alcatel-Lucent d'Eu ont décidé à une large majorité de bloquer leur usine. Ils sont ensuite allés manifester à plus de 200.

L'usine d'Eu comptait il y a dix ans 1 200 salariés, contre 400 aujourd'hui, dont 100 intérimaires. C'est le résultat de cinq plans de licenciements qui se sont succédés depuis 2006.

Bien qu'ils aient concocté

leur plan depuis juin dernier, les patrons d'Alcatel-Lucent restent silencieux sur un éventuel repreneur du site d'Eu, ce qui laisse penser qu'il s'agit en fait d'une fermeture déguisée.

Correspondant LO

• RATP-RER – ligne B

Contre les petits calculs de la direction Les réactions des conducteurs

Depuis quatre ans, la RATP et la SNCF ont mis en place ce qu'elles appellent « l'interopérabilité » de la ligne B du RER. Jusqu'alors, les conducteurs de la RATP conduisaient sur la partie sud et n'allaient pas plus loin que la gare du Nord, et réciproquement pour ceux de la SNCF dans la partie nord. Dorénavant, conducteurs de la RATP et de la SNCF peuvent conduire sur l'ensemble de la ligne B, ce qui n'est déjà pas si simple car la signalisation RATP et celle de la SNCF sont différentes.

Les directions des deux entreprises disaient que cela améliorerait le trafic par une meilleure utilisation de la ligne tout entière. Vu de loin, cela paraissait relever du bon sens, sauf que le tronçon central de la ligne à la station Châtelet est non seulement utilisé par la ligne B mais aussi par la ligne D et, de fait, cette voie unique ne peut absorber qu'un nombre limité de trains. L'amélioration attendue n'a donc pas eu lieu, comme le



montrent les perturbations et les retards quotidiens.

Les vraies raisons des problèmes étaient à chercher ailleurs, du côté des économies déjà réalisées en matière d'effectifs. Une bagarre de chiffonniers a eu lieu entre la SNCF et la RATP pour l'exploitation de toute la ligne par un exploitant unique. Les agents de la ligne B, qui ne voulaient pas en faire

les frais, ont fait de multiples débrayages pour s'y opposer. Actuellement, ils refusent un projet de la direction d'utiliser la réserve de conducteurs RATP sur des services de la SNCF. En lâchant une prime ridicule de 30 à 40 euros, la direction de la RATP pensait que cela suffirait. Si elle a trouvé l'oreille complaisante de quelques « syndicalistes », les conducteurs, eux, ne veulent rien entendre et n'acceptent pas une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail.

Appelée par le bouche à oreille, une première grève surprise de 59 minutes a été organisée, ce qui a permis aux conducteurs de se retrouver en assemblée pour discuter, en particulier avec les militants de la CGT. Une nouvelle grève identique a eu lieu le 7 octobre, la direction prenant cette fois les devants pour que cela n'ait pas d'incidence sur le trafic. Mais vendredi 11 octobre les conducteurs la surprenaient en se mettant en grève pour 24 heures, alors qu'elle s'attendait à ce qu'ils renouvellent la grève d'une heure.

Ce jour-là, il y eut 95 % de grévistes et des piquets de grève dans les terminus. Seule la venue de cadres de tout le réseau a permis que la moitié du trafic soit assurée aux heures de pointe, sur la partie sud uniquement. À partir de 21 heures, plus aucun train ne circulait sur ce tronçon.

C'est à une centaine que les travailleurs sont allés au siège de la RATP pour interrompre une réunion

direction-représentants du personnel. Lors d'une assemblée générale, la décision a été prise de continuer les débrayages de 59 minutes le mardi et le vendredi, et de faire 24 heures de grève le jour des matches au Stade de France. Une forte minorité était favorable à une grève illimitée.

La direction RATP n'en a pas fini avec les conducteurs de la ligne B!

Correspondant LO

• SNCF – Châtillon (Hauts-de-Seine)

Contre le plan de productivité L'opiniâtreté des grévistes a payé

À l'atelier Châtillon-bas du site de maintenance des TGV, l'unité Service court (SC) a pour fonction les entretiens de sécurité et les réparations courtes sur les rames ne transitant que quelques heures. Depuis 2007, une réorganisation avait imposé la fusion de deux unités et l'effectif était passé de 130 à 100 cheminots.

Il s'agissait selon la direction d'optimiser la productivité en flexibilisant le personnel, en mettant en place des roulements de travail correspondant le plus possible à la circulation des trains. Résultat : le travail de nuit a explosé en même temps que les rythmes de travail, alors que le sous-effectif est devenu permanent.

Mais pour la direction, ce n'était pas suffisant. Fin 2011, elle annonçait une nouvelle modification des roulements, accentuant encore

la disponibilité des cheminots par rapport à la charge. À différentes reprises, ceux-ci ont exprimé leur mécontentement par des débrayages. La direction a repoussé son projet, mais il fallait que la situation change pour de bon.

Fin juillet, à l'approche des départs d'été et de l'augmentation de charge que cela occasionne, les cheminots de SC ont décidé d'actions sans limite de durée, avec des grèves allant d'une heure à toute la journée, pour exiger des effectifs supplémentaires, l'amélioration des conditions de travail, une compensation financière atteignant jusqu'à 800 euros pour les plus anciens.

Pendant deux mois, la direction a parié sur l'essoufflement du mouvement. Mais la mobilisation n'a pas faibli. Tous les jours, en raison du peu d'agents présents, la direction doit faire appel à des agents d'encadrement pour sortir la charge. Et le mouvement, bien que limité à ce

secteur, est vu avec sympathie par bon nombre de cheminots confrontés à des attaques similaires. Avec l'irruption des grévistes dans les réunions de délégués, la direction a pu mesurer leur détermination.

Obligée de ravalier son mépris, la direction a donc dû changer de ton et d'attitude. Après avoir affirmé que « verser de l'argent ne règle pas les problèmes », elle a depuis débloqué des fonds pour améliorer le matériel et les conditions de travail, annoncé cinq recrutements, le gel des changements de roulement jusqu'en 2015 et proposé 300 puis 600 euros de prime exceptionnelle.

La grève continuant après ce premier recul, elle a encore ajouté 150 euros de prime forfaitaire en 2013, et jusqu'à 150 euros de plus en 2014, en fonction des années de présence.

Elle a finalement donné satisfaction à quasiment toutes les revendications des grévistes.

Correspondant LO

• Thales

La restructuration de l'armée, une aubaine pour le patron

Début octobre, devant un parterre de plusieurs centaines de hauts cadres, le PDG de Thales Lévy a dévoilé le plan « Ambition 10 » qui envisage de faire passer le chiffre d'affaires du groupe de 14 à 24 milliards en dix ans, soit une augmentation de 70 %. La marge opérationnelle devrait, elle, passer de 6,5 % à 10 %. Il a été très clair : ces résultats ne seront possibles qu'en faisant des économies pour améliorer la compétitivité, c'est-à-dire en imposant plus de travail à chaque salarié, en augmentant les cadences et en maintenant des salaires en berne. Pourtant, Thales, c'est une affaire qui marche !

Thales, dont 26 % des parts sont détenues par Dassault Aviation, est un groupe de l'armement présent dans le monde entier. Il emploie 60 000 travailleurs, dont 38 000 en France répartis sur plusieurs sites comme Laval, Brest, Vélizy, Brive-la-Gaillarde, Rungis...

Le 15 septembre, comme tous les grands patrons de l'armement, Lévy, le PDG du groupe, est allé pleurer devant la commission défense de l'Assemblée nationale pour convaincre les députés qu'il fallait augmenter les commandes d'armement. Il n'a pas hésité à décrire une situation très difficile et à menacer d'une possible baisse des effectifs du groupe.

C'est que la modernisation de l'armée est une aubaine pour les capitalistes du secteur. Le gouvernement fait des économies en taillant dans les effectifs et en fermant des casernes, pour reporter les dépenses sur des équipements technologiques sophistiqués.

Lors de son déplacement à Brest pour fêter le 50^e anniversaire du site Thales de Brest, Le Drian, ministre de la Défense, avait annoncé : « Je ne viendrai pas

les mains vides, il n'y a pas d'anniversaire sans gâteau. » Une bonne part du gâteau, Thales l'a déjà eue, grâce au crédit d'impôt recherche. Le prochain gâteau promet d'être succulent pour les actionnaires. Thales a déjà décroché avec Dassault un contrat de 400 millions d'euros pour la rénovation des avions de la patrouille maritime. Il s'apprête aussi à réaliser la rénovation du programme de radio tactique Contact de l'armée, pour 600 millions d'euros.

Dans le même temps, Thales annonce qu'il veut faire passer ses parts de la DCNS (Direction des constructions navales, dont l'État est actionnaire à 60 %) de 35 à 50 % en rachetant cash des parts de l'État. Mieux, le PDG déclare que, comme l'an dernier, il va verser aux actionnaires une avance sur dividende en augmentation de 8 % par rapport à l'année dernière, soit 55 millions. Cette avance sera versée en décembre sans attendre la publication des résultats.

La production d'armes, voilà un investissement qui rapporte !

Correspondant LO

• De Brest à Morlaix Chez les travailleurs de l'agroalimentaire La colère monte

Lundi 14 octobre, plusieurs centaines de salariés de l'agroalimentaire, menacés par des plans de licenciements, ont entrepris ensemble diverses actions entre Brest et Morlaix. En effet, depuis quinze mois, dans la région, les suppressions d'emplois se succèdent dans ce secteur qui représente avec l'agriculture environ un tiers des emplois en Bretagne.

Les travailleurs de Doux ont déjà été frappés par la fermeture de plusieurs sites. Le groupe volailler Doux s'est séparé de son pôle frais à l'automne dernier en liquidant un millier d'emplois. Les travailleurs du volailler Tilly-Sabco viennent d'apprendre récemment que leur entreprise voulait réduire sa production de 40 %. Le groupe Marine-Harvest, qui produit du saumon conditionné, a annoncé au printemps la suppression de 400 emplois, dont la fermeture complète de l'usine de

Poullaouen dans le Finistère. La fermeture de l'entreprise Gad, qui abat et découpe du porc à Lampaul-Guimiliau dans le Finistère, a été confirmée avec la suppression de près de 900 emplois.

Les syndicats CGT et FO des diverses entreprises, Doux, Tilly-Sabco, Marine-Harvest et Gad, avaient appelé à manifester ensemble. Quelque 300 salariés se sont rassemblés à l'aéroport de Brest, bloquant un rond-point à l'entrée, avant de se coucher sur le tarmac en silence pendant quelque

temps. Pendant ce temps, quelque 200 autres salariés bloquaient un rond-point à Landivisiau, près de l'entreprise Gad.

À l'aéroport de Brest, deux vols pour Paris ainsi qu'un vol en provenance de la capitale ont dû être annulés. « Sauvez nos emplois et l'industrie », « Sauvez la filière avicole export », lisait-on sur des affiches syndicales visant les officiels qui s'affairent autour de l'agroalimentaire breton. De la région aux industriels en passant par les élus de tout bord, ces gens-là multiplient les réunions depuis des mois, sans que rien n'en sorte en matière de garantie des emplois.



Sur l'aéroport de Brest, le 14 octobre.

D'où la colère des manifestants et les pancartes de ceux de Tilly-Sabco proclamant simplement « Nous voulons vivre ».

Après le blocage de l'aéroport, les manifestants se sont dirigés en opération escargot vers Morlaix où, en début d'après-midi, des salariés de Tilly-Sabco et des éleveurs avaient entrepris de bloquer la RN12 dans les deux sens sur le pont qui enjambe la ville.

« Il n'y a qu'une solution pour nous, c'est de se réunir, se renforcer et entrer en lutte », a expliqué le représentant syndical FO de Gad. Les actions conjointes des salariés de l'agroalimentaire ce 14 octobre sont le signe qu'ils n'entendent pas se laisser jeter dehors les uns après les autres. La mobilisation est appelée à continuer.

Correspondant LO

• Michelin – Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire) Contre les licenciements, dans la rue et dans la lutte

Mardi 8 octobre, à l'appel de l'intersyndicale, les salariés de Michelin se sont mis en grève totale sur toutes les équipes. Accompagnés de leurs familles, de retraités, de militants d'entreprises tourangelles et des autres usines Michelin de Cholet, Roanne, La Roche-sur-Yon, un bon millier de travailleurs ont parcouru les rues de Joué en un cortège dynamique et sonore.

Puis les pique-niques se sont organisés aux portes de la salle municipale. En effet la direction y tenait avec les représentants syndicaux une énième réunion pour répéter ses scandaleuses propositions aux 726 travailleurs (sur 960) à qui elle a annoncé la suppression de leur emploi début juin. Elle propose des primes dérisoires de quelques milliers d'euros, des sites de mutation

imposés, tous à des centaines de kilomètres, les plus anciens étant invités à s'embaucher ailleurs en intérim en attendant la retraite...

Au bout de plusieurs heures, lassés d'attendre, quelques travailleurs ont tenté de s'inviter à la réunion pour que le directeur vienne au moins s'expliquer en public, ce qu'il se refuse à faire depuis le début. Mais non, il s'est enfui avec ses compères

par une porte dérobée. Les centaines de travailleurs encore présents ont alors poursuivi leur manifestation sur le boulevard périphérique proche, avant de se retrouver sur le parking de l'usine pour décider, au milieu des pneus et de Bibendums qui partaient en fumée, de reconduire le mouvement le lendemain.

Plus de 150 travailleurs étaient donc là dès 5 heures mercredi 9 octobre, jusqu'à la relève de 13 heures et au-delà, bloquant complètement l'usine. La direction a alors fait savoir qu'elle acceptait de reprendre les négociations le mardi suivant.

Depuis, la pression des



travailleurs se maintient, avec des débrayages permanents. Y compris le samedi et le dimanche, des dizaines de travailleurs ont assuré une présence constante aux portes de l'usine; les flambées de vieux pneus, de Bibendums et aussi des barbecues réchauffaient l'atmosphère. Aucun produit n'entraît ni ne sortait de l'usine, ce qui a semblé-t-il déjà des répercussions sur d'autres usines Michelin du pays.

Michelin, avec les milliards

de bénéfices accumulés depuis des années (plus d'un milliard encore de résultat brut au premier semestre 2013), a parfaitement les moyens de maintenir ces 726 emplois et de payer jusqu'à la retraite les anciens qui souhaiteraient partir. Il n'y a aucune raison pour qu'il sacrifie la vie de 726 travailleurs... sauf son avidité de profits sans limite. Et pour le faire reculer, il n'y a aucun autre moyen que la lutte.

Correspondant LO

• Biomnis – Lyon-Gerland Réorganisation en vue... avec moins de monde

Depuis le printemps dernier, les salariés du laboratoire d'analyses médicales Biomnis étaient en attente d'un plan de restructuration: il vient d'être annoncé.

Sur 754 emplois, ce laboratoire doit en supprimer 79 à Lyon-Gerland et 14 à Ivry-sur-Seine. En réalité, cela fera davantage à Lyon car, en plus, 42 personnes doivent être mutées de Lyon à Ivry, et il est vraisemblable que toutes ne pourront pas partir. Les causes de ces licenciements? D'après la direction, ce seraient des

difficultés financières.

Suite à la baisse des cotations des analyses médicales par la Sécurité sociale, on assiste depuis plusieurs mois à un regroupement de nombreux laboratoires pour faire des économies. Jusque-là, les petits laboratoires faisaient appel à Biomnis pour des actes complexes, mais leur concentration

leur a permis de ne plus passer par lui. Ajouté à cela, le prix des produits qui servent aux analyses, et qui sont fournis par les trusts de la pharmacie, grimpe d'année en année. Le choix de la direction de Biomnis est donc de spécialiser chacun des sites: Ivry dans les analyses dites de routine, et Lyon dans les analyses plus complexes. Et, au passage, les salariés en feront les frais. Ils n'ont pas particulièrement moins de travail et ils ont même plutôt tendance,

actuellement, à devoir en faire plus, en moins de temps.

Ce laboratoire, anciennement détenu par Mérieux, une des plus grosses fortunes lyonnaises, avait été racheté en 2008 par un fonds d'investissement anglais, qui vient de le céder pour un euro symbolique à un nouveau groupe. Ce dernier veut bien reprendre l'affaire... s'il y a restructuration, car les « marges » ne sont pas assez grandes. C'est toujours le même chantage.

Mais combien ont touché les actionnaires? Combien ce labo a-t-il généré de profits jusque-là, même s'il en fait moins maintenant?

Il n'y a aucune raison pour que ce soient les salariés, eux qui font tourner le labo, qui supportent les conséquences de la réorganisation. Plusieurs débrayages ont déjà eu lieu qui ont regroupé la majorité du personnel, qui tient à dire qu'il ne veut pas se laisser faire.

Correspondant LO

Le Front national : un parti antiouvrier

Depuis qu'elle a repris la direction du Front national en 2011, Marine Le Pen, par des discours qui dénoncent la finance et le chômage de masse, cherche à gagner de l'influence dans les classes populaires. Elle mène aussi campagne pour repousser l'étiquette de parti d'extrême droite qui colle au FN. Elle a besoin de donner une image plus populaire, moins raciste, moins réactionnaire, à ce parti d'anciens de l'OAS, de jeunes nervis de l'extrême droite, de petits patrons réactionnaires et d'intégristes. Mais justement, user de démagogie vis-à-vis des classes populaires et même de la classe ouvrière est une constante de la politique de l'extrême droite.

Dans le passé, cela a toujours été le cas. Le parti nazi lui-même s'appelait « parti national socialiste des travailleurs allemands ». Or, parler de socialisme dans les années 1920, c'était parler de révolution. Les nazis étaient capables de reprendre un discours dénonçant les capitalistes, même si bien sûr, pour ceux qui

écoutaient attentivement, il s'agissait surtout des capitalistes... juifs.

Le fascisme italien de Mussolini, qui au début ne se présentait ni comme raciste ni comme antisémite, se définissait comme une troisième voie entre capitalisme et marxisme et comme un défenseur « national » des classes populaires

italiennes. En 1946, après l'interdiction du Parti national fasciste, son successeur le Mouvement social italien (MSI), né en regroupant une partie de ses anciens membres, revendiquait aussi d'avoir un programme social. « Oui, nous sommes fascistes; mais des fascistes qui se sont battus pour donner à l'Italie une législation sociale et syndicale », écrivaient-ils dans leur presse. La politique actuelle de Le Pen s'inscrit bien dans cette tradition.

Marine Le Pen a soigneusement fait disparaître du programme du FN toutes les mesures s'attaquant aux conditions de vie et de travail des ouvriers et favorisant ouvertement les riches : la fin du salaire minimum, de la durée légale hebdomadaire du travail, la retraite à 70 ans, et la suppression de l'impôt sur le revenu par exemple.

Même ainsi repeint, le programme du FN représente une politique de la bourgeoisie.

Pour lutter contre le chômage, le FN s'en prend à l'Europe et prône des mesures protectionnistes, qui contribueraient à renchérir les produits achetés par les

consommateurs. Sur la question des salaires, le FN promet que « l'impôt sur les sociétés sera modulé pour inciter les entreprises à adopter une politique salariale plus généreuse et distribuer davantage de leurs profits à leurs salariés ». Le FN reprend les idées défendues par tous les politiciens bourgeois, consistant à faire croire qu'il faudrait aider les entreprises pour créer des emplois. Il se garde bien, même dans son programme, de s'en prendre aux capitalistes. Mais de toute façon, pour le FN, ce qui est important ce n'est pas le programme, c'est la démagogie qui permet d'attirer des voix. Comme les autres partis bourgeois, s'il arrivait au pouvoir, c'est la bourgeoisie elle-même qui lui dicterait son action.

L'aspect particulièrement antiouvrier du FN consiste à diviser les travailleurs entre eux, en s'en prenant à une fraction d'entre eux, les travailleurs immigrés. Monter les travailleurs contre plus pauvres qu'eux, les Roms, les sans-papiers, monter les chômeurs contre ceux qui ont un travail, ne sert qu'à une chose : affaiblir les travailleurs face aux attaques du patronat.

Car ce que rejette avant tout le FN, c'est la possibilité que les travailleurs se défendent eux-mêmes. Il est clairement contre les grèves, contre les luttes ouvrières, contre les syndicats. En 2010, lors du mouvement contre la réforme des retraites, tout en se posant comme défenseur de la retraite à 60 ans, Marine Le Pen avait affirmé : « Ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos. Voilà des semaines que la France s'installe dans le chaos, entre grève, manifestations et blocus. » Sa véritable identité politique est là, avec son opposition ouverte à l'organisation collective et à la lutte de la classe ouvrière.

Alors, la seule façon de lutter véritablement contre la montée du FN est d'ouvrir une véritable perspective de lutte des travailleurs contre les responsables de la crise, du chômage et de la pauvreté, c'est-à-dire contre la bourgeoisie et ses serviteurs politiques, en défendant une politique communiste et révolutionnaire dans la classe ouvrière.

Marion AJAR

• Guadeloupe

« Épidémie de crimes », mais les vrais remèdes ne sont pas utilisés

Depuis des mois, on assiste à une explosion de la délinquance et de la criminalité en Guadeloupe. Les braquages de magasins, de commerçants sont quasi quotidiens. Des différends familiaux ou entre jeunes se règlent à coups de fusil. On a l'impression parfois qu'on tue pour un rien, comme ce jeune de Gosier abattu par un autre parce qu'il avait regardé un peu trop longtemps la jeune fille qui était à côté de l'agresseur. Les vols armés avec menace sont légion et depuis le début de l'année on dénombre 38 homicides.

Le procureur, les gendarmes, les dirigeants politiques rivalisent de déclarations sur les mesures qui pourraient faire diminuer cette violence. Police et gendarmerie réclament l'augmentation de leurs effectifs. Ils en ont déjà obtenu en partie. Manuel Valls, qui sera aux Antilles du 16 au 19 octobre, leur accordera-t-il ou non ces suppléments? Quoi qu'il en soit, les augmentations d'effectifs policiers ne changeront rien. On l'a vu aussi à Marseille.

Il n'y a pas à chercher bien loin les raisons de la délinquance et de la criminalité en Guadeloupe. Le taux de chômage y est en moyenne de 22,9 %. Celui des 15-24 ans était au deuxième trimestre de 25,5 % en France métropolitaine, et... 57,6 % en Guadeloupe. Selon une étude du ministère de l'Éducation, la part des jeunes de 18 ans en difficulté de lecture atteint 33 % en Guadeloupe, dont 30 % en situation d'illettrisme.

Des chiffres, qui déjà en France métropolitaine sont bien trop importants, sont donc catastrophiques en Guadeloupe. Ils expliquent d'où viennent la criminalité

et la désespérance des jeunes. Ces derniers partent du principe qu'ils n'ont plus rien à perdre dans cette société et préfèrent risquer leur vie ou la prison plutôt que de survivre dans la pauvreté et le chômage.

Alors, psychologues, sociologues, analystes, politiciens auront beau discourir et écrire sur ce « phénomène de violence », ils resteront de beaux parleurs dont les discours se perdront dans le vide. Du travail pour tous et en particulier pour les jeunes, des emplois durables et payés décemment, voilà ce qu'il faut, immédiatement et en urgence!

Tout récemment, il a suffi que les patrons du BTP bloquent les routes de Guadeloupe et manifestent pour qu'aussitôt on leur accorde toutes sortes d'exonérations fiscales et sociales. Alors, il faudra sans doute que ces milliers de jeunes chômeurs s'organisent en comités, qu'ils concentrent plutôt leur agressivité individuelle dans des manifestations collectives de colère contre cette situation sociale, pour qu'ils soient entendus et satisfaits.

Pierre
JEAN-CHRISTOPHE

• De Bocquet à Dupont-Aignan

Le poison nationaliste

Alain Bocquet, député PCF du Nord, et Nicolas Dupont-Aignan, député souverainiste, c'est-à-dire lepéniste mais propre sur lui, de l'Essonne, dirigent conjointement une mission parlementaire sur la fraude fiscale.

Ils viennent de rendre leur rapport et constatent, après tant d'autres, que la fraude est massive, qu'elle est le fait des riches et particulièrement des grandes entreprises, et est organisée par les États eux-mêmes. Ils proposent un arsenal de mesures

qui ressemblent fort à celles dont Hollande, Sarkozy et bien d'autres avant eux avaient parlé sans que rien ne change. Car pour lutter contre la fraude fiscale, il faudrait être prêt à s'en prendre au capitalisme.

Tout cela fait partie du bien nommé « jeu » politique, parfaitement inoffensif pour les coffres-forts des capitalistes, mais qui contribue à obscurcir la conscience des travailleurs.

Alain Bocquet déclare dans le journal *la Voix du Nord* être « d'accord à 95 % avec Nicolas »

et va même jusqu'à préfacer un ouvrage de Dupont-Aignan. Leur point de rencontre c'est évidemment le nationalisme, fonds de commerce de ce dernier et poison que le PCF diffuse lui aussi depuis longtemps.

Qui se ressemble s'assemble... mais ce n'est pas Dupont-Aignan qui se rapproche du député PCF... c'est celui-ci qui se retrouve sans complexe sur un des terrains de la droite et même de l'extrême droite.

Paul GALOIS

La sordide chasse aux sans-papiers et aux Roms du gouvernement PS

Communiqué de Lutte Ouvrière

L'arrestation de Léonarda, une collégienne rom kosovar, pendant une sortie scolaire, suivie de son expulsion avec sa mère et ses cinq frères et sœurs, est profondément scandaleuse. Cette élève de 15 ans vivait en France depuis 4 ans et 10 mois, avec ses frères et sœurs et ses parents. Léonarda, dont la famille demandait l'asile en France, ne demandait qu'à mener ici une vie ordinaire, à l'inverse des propos xénophobes du ministre de l'Intérieur sur les

Roms qui n'auraient pas « vocation à s'intégrer ».

Je m'associe à la protestation des personnels du collège de Léonarda et du Réseau éducation sans frontières.

Cette rafle et ces expulsions sordides rappellent qu'en matière de chasse aux sans-papiers, Valls vaut Hortefeux et Guéant, et que Hollande vaut Sarkozy. Tous courent après le Front national; mais au lieu de le combattre, ils lui font la courte échelle.

Il y a quelques jours, les

dirigeants européens, français compris, versaient des larmes de crocodile sur les centaines de migrants naufragés de Lampedusa et de Malte. La réalité est qu'ils transforment l'Europe en une forteresse que les migrants fuyant la misère, la faim, la dictature, voire la guerre, ne peuvent tenter de gagner qu'au péril de leur vie. C'est une politique inhumaine et criminelle.

Nathalie Arthaud,
le 16 octobre